

L'AFFAIRE DE SUEZ

« A travers tous les échos de la presse nous mesurons l'enjeu d'une partie qui, hélas, nous échappe, alors qu'elle semble si facilement gagnée. » (Général Massu.)

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les mercredis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Mazoyer*

Directeur : *Yves Courrière*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*
Adjoints : *Jacques Kohlmann*, *Marie Elbe*
Chef service photo : *François Wittmann*
Adjoint : *Geneviève de Lachaux*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*
Administration : *Christian Clerc*
Maquettiste : *Edmond Fréson*
Dessinateur : *John Batchelor*
Fabrication : *Roger Brimeur*
Secrétariat de la rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Assistantes : *Chantal de Pinsun*, *Françoise Rose*
Relations publiques : *Claude Bénédick*
Abonnements : *Jean-Loup Pellé*

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS-14e. **Tél. 707-17-89.**
Télex 21 311. Publio Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3 F. — Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE :
61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89.
CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.
BELGIQUE :
S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin, B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29.
CCP BRUXELLES 1882-34.
Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.
RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.
NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements sont pris à partir du n° 194.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 48e numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

Couverture : E.C.A.



L'EXPÉDITION DE SUEZ

Jean FONTUGNE

VINGT ANS après la fin de la seconde guerre mondiale, le 4 octobre 1956, Tokyo et Moscou signent un accord qui met fin à l'état de guerre.

Cependant, ce mois ne se terminera pas sans que soient ouverts de nouveaux champs de bataille : la guerre civile en Hongrie et, pour la deuxième fois, l'invasion du territoire égyptien par Israël.

On verra ainsi l'armée Rouge se porter brutalement au secours des communistes hongrois. La rébellion sera rapidement maîtrisée mais les relations entre l'U.R.S.S. et les pays de l'Est ne seront plus jamais ce qu'elles avaient été au lendemain de la défaite de l'Allemagne de Hitler.

Le conflit entre Le Caire et Tel-Aviv ne pouvait plus être évité après la rencontre en France de Ben Gourion, Christian Pineau, Selwyn Lloyd. L'alliance militaire de l'Égypte avec la Syrie et la Jordanie confirmait que ces trois pays répondraient à la force par la force... s'ils en avaient les moyens.

Le général Eisenhower était, à cette époque, engagé dans sa campagne électorale qui devait se terminer par sa réélection, le 6 novembre 1956. Une intervention des États-Unis en faveur des Alliés d'hier était exclue, du moins dans l'immédiat.

Les dés étaient donc jetés lorsque l'Assemblée nationale française décida, le 30 octobre, d'autoriser l'expédition de Suez. Les premiers bombardements suivirent. Une campagne qui devait durer moins de deux mois commença.

Personne, à Paris comme à Alger, ne doutait alors que le succès de l'opération permettrait un rapide rétablissement de la paix en Algérie, et, partant, en Afrique du Nord.

*Certes, la rébellion s'était étendue, à l'est comme à l'ouest. Déjà, les premières unités organisées de l'A.L.N. trouvaient refuge en Tunisie et au Maroc. Mais que deviendrait le F.L.N. après l'arraisonnement de l'*Athos *et l'arrestation de ses principaux chefs, dont Ben Bella, si on lui coupait ses sources de ravitaillement en Égypte?*

L'autorité du président Nasser ne survivrait pas à une défaite militaire. Sa disparition de la scène politique était d'ailleurs prévue. Le retour en force des franco-britanniques au Moyen-Orient changerait brutalement la situation. Ces calculs devaient être déjoués. Personne n'avait envisagé une prise de position aussi ferme de l'U.R.S.S. qui, pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale, intervenait dans les pays arabes. J. F.

SOMMAIRE N° 220 :

L'AFFAIRE DE SUEZ FACE A L'ALGÉRIE

Le 26 juillet 1956, le monde apprend, par un discours de Nasser et dans un fracassant éclat de rire du Raïs, que l'Egypte a décidé de nationaliser le canal de Suez. Dès lors, ce bras d'eau entre les sables va devenir l'enjeu d'un conflit où l'Angleterre, la France et Israël auront partie liée. Où l'Amérique et la Russie s'observeront dans la grande valse hésitation diplomatique qui va secouer les capitales. Puis, la guerre déclarée, elle durera quarante heures. Pour la France, derrière Suez, reste l'Algérie.



Port-Saïd à l'entrée nord du canal. Créé en 1860. Il verra passer, de 1945 à 1956, le corps expéditionnaire français en Extrême-Orient, qui participa aux opérations en Indochine contre le Viet-Minh.

E.C.A.

la France, l'Angleterre et Israël interviendront chacune en Egypte pour des raisons fort différentes

« J'AI besoin de deux mois, dit à son confident, Mohamed Hassanein Heykal, le colonel Nasser mûrissant son projet de nationalisation de la Compagnie du canal de Suez : il faut les gagner par la diplomatie. « Ils » tenteront une intervention militaire, j'en suis convaincu. S'ils le font tout de suite, tout est perdu. Si, par le jeu diplomatique, nous arrivons à retarder l'intervention de deux mois, ils auront perdu la partie ! »

La prévision ne manquait pas de perspicacité car, au moment où l'intervention redoutée se produit, plus de deux mois — presque trois — ont passé depuis la nationalisation du canal au point que celle-ci n'est même plus un motif officiel d'intervention : Français et Anglais seraient mal venus d'en faire un but de guerre, entraînés qu'ils ont été, de négociation en négociation — notamment en transférant la charge de la gestion future du canal à une fantomatique « Association des usagers » — à reconnaître le fait accompli.



Nasser. Le Raïs. ▶ Le Bikbachi. Le grand homme du Proche-Orient. Jouant les Goliath face à la petite nation israélienne, armant le bras des Algériens dans leur conflit avec la France et fort de sa récente victoire sur les Anglais, qu'il a boutés hors d'Égypte, où leur présence s'était prolongée soixante-quatorze ans. Pour ces trois pays, il est l'ennemi n° 1. Homme des coups de poker, il va nationaliser le canal de Suez, sachant qu'il a 50 % de risques d'échouer si un conflit armé vient à éclater.

Le prétexte de l'intervention, c'est, pour les Franco-Britanniques, de « séparer » combattants israéliens et égyptiens, les Israéliens étant entrés en Egypte non par opposition à la nationalisation du canal (qu'ils ont approuvée en juillet), mais sans explication autre que celle d'un communiqué qui ne se perd pas en recherches de justifications.

Au fond, trois pays interviennent en Egypte, chacun pour de belles et bonnes raisons qui ne sont pas celles du voisin, ni surtout celles que l'on proclame. Mais sous l'ambiguïté des prétextes et la contradiction apparente des motifs, il existe un lien profond entre ces trois interventions, à savoir la présence au Caire d'un ennemi commun et qui tient tout entier dans la personne d'un homme : le colonel Nasser.

Le Raïs est l'ennemi n° 1 de la Grande-Bretagne, d'une certaine Grande-Bretagne impériale et victorienne, parce qu'il vient de réussir à bouter, sans un coup de canon, les Anglais hors d'Egypte : le dernier soldat britannique est parti à la mi-juin. L'Angleterre — cette Angleterre-là — se sent nue, coupée de ses établissements « à l'est de Suez », et plus particulièrement de son pétrole, qui vient en grande partie du golfe Persique.



◀ Les Franco-Britanniques. Ils réagissent à la nationalisation du canal par le recours aux armes. Après des semaines de tergiversations. Conférence à Downing Street, à Londres, après l'échec des entretiens du Caire. *De gauche à droite :* Anthony Eden, le Premier anglais, Selwyn Lloyd, chef du Foreign Office, Guy Mollet, président du Conseil français, et Christian Pineau, ministre des Affaires étrangères.

L'aide du Raïs

Le colonel Nasser est également l'ennemi n° 1 des Israéliens, non pour lui-même, car de nombreux faits patents attestent que, au niveau des dirigeants, l'antipathie va, non à l'homme, mais à sa politique panarabe. Les Israéliens pensent, à juste titre, que Nasser est la seule personnalité à pouvoir unifier la communauté arabe, c'est-à-dire à créer autour des frontières d'Israël un encerclement permanent de forces hostiles.

Reste la France : pour un très grand nombre de Français, et singulièrement pour le gouvernement de l'époque, le colonel Nasser est l'ennemi n° 1 parce

qu'il est, selon eux, tout à la fois l'inspirateur, le moteur et le pourvoyeur de la rébellion algérienne.

Le gouvernement français y trouve lui aussi son compte : émanation d'une majorité dite de Front républicain élue sur le thème de la « paix en Algérie », il s'est vite aperçu que ses bases étaient trop incertaines et trop mal assurées pour qu'il pût se hasarder à prendre le chemin de cette paix, c'est-à-dire celui de la négociation directe avec les rebelles. Il mène donc une politique ambiguë : aux uns, il laisse croire que les rebelles en question ne sont qu'une poignée d'insoumis alors que le Quai d'Orsay n'ignore pas qu'ils sont directement appuyés par les plus grands Etats du monde ; aux autres, il explique que s'il ne négocie pas, c'est à cause de Nasser, qui pousse les chefs de la rébellion à une attitude « dure ». Le Raïs participe lui aussi à cette illusion : ne va-t-il pas jusqu'à dire avec sérieux, au printemps de 1956, à Christian Pineau venu sonder ses intentions : « Quand vous aurez vraiment l'intention de négocier en Algérie, faites-moi signe et ce sera vite réglé » ?

Pourtant, si Nasser était loin de tirer les ficelles de la guerre d'Algérie, son aide aux rebelles n'en était pas moins réelle.

Cette aide était — nous continuons à nous placer avant les événements de l'été de 1956 — multiple : armement, munitions, facilités logistiques, propagande, argent même. L'aide en armement consistait essentiellement en armes d'infanterie (fusils, mitraillettes et petits mortiers). Ces armes et ces munitions étaient transportées par une flottille d'une vingtaine de gros chalutiers qui cabotaient le long des côtes d'Algérie (hors de la limite des eaux territoriales) et s'en allaient décharger leurs cargaisons dans les petits ports de la côte méditerranéenne du Maroc. De là, les armes étaient acheminées vers des camps d'entraînement situés au Maroc espagnol, dont le plus connu était celui de Nador. Après une période de formation, les fellaghas s'infiltraient en Algérie. Il existait un trafic similaire du côté de la Tunisie, y compris par voie terrestre.



Keystone

◄ David Ben Gourion, chef de l'État d'Israël. Il venait de quitter, quelques mois auparavant, la retraite de son kibboutz du désert pour reprendre la lutte contre l'Égypte.

Le fameux " téléphone arabe "

La caractéristique de ce trafic est qu'il supposait acquises un certain nombre de complicités internationales et aux plus hauts niveaux. Des Etats aussi fragiles que l'étaient, à l'époque, la Tunisie et le Maroc, qui venaient tout juste de recouvrer leur indépendance, aussi prudents que l'Espagne franquiste ne se seraient pas livrés à un jeu aussi dangereux sans de très solides garanties internationales préalables et l'on peut penser, au moins en ce qui concerne l'Espagne franquiste, que ce n'était pas précisément la main de Moscou qui avait donné ces signatures. Au demeurant, Madrid était, à l'époque, un centre de relais important pour les rebelles, certainement plus important que Le Caire.

C'est par des moyens diplomatiques que la France obtint la cessation pratique de l'aide espagnole ; en même temps, l'armée française installait aux frontières algéro-marocaine et algéro-tunisienne des barrages rendus de mois en mois plus efficaces et la marine recevait l'ordre — inhabituel en droit international — d'arraisonner tout bâtiment suspect dans une zone qui s'étendait fort au large des côtes d'Algérie. Quant à l'interception éventuelle d'avions égyptiens, le problème restait du domaine de la théorie en ce qui concerne la fourniture d'armes.

Mais l'aide égyptienne n'était pas seulement militaire. Elle se révélait même beaucoup plus efficace dans un secteur contre lequel la lutte demeurait malaisée : celui de la propagande. En effet, même si, à l'époque, le transistor ne connaissait pas l'universel développement qu'il a atteint aujourd'hui et si la masse musulmane ne disposait que d'un nombre relativement limité d'appareils récepteurs, il est certain que les émissions régulières de la « Voix des Arabes » étaient écoutées, répétées et amplifiées par le fameux « téléphone arabe » et ►

Vila/Afrique photo

le jeu subtil de Nasser entre la menace de la Russie, et l'inquiétude des Américains

qu'elles contribuaient plus que tout à faire prendre à la masse musulmane conscience d'un état d' « oppression » qu'elle eût, sans cela, supporté avec plus de fatalisme.

Pour le reste, la présence d'un secrétariat, d'une ou deux lignes téléphoniques et de trois ou quatre machines à écrire dans une rue poussiéreuse du Caire où des chefs de deuxième, voire de troisième plan donnaient aux journalistes des informations d'une exactitude relative tenait plus à l'opération de diversion qu'à une « aide » véritable. Et quant à la contribution financière, elle demeurait modeste en regard de celle d'Etats arabes beaucoup plus nantis, pour ne pas parler d'autres Etats ou de « grands intérêts internationaux ».

Au fond, mis à part l'appui considérable de la « Voix des Arabes », ce qu'apportait le plus Nasser aux rebelles, c'était une caution morale, la reconnaissance de leur « nationalité algérienne » légitimant du même coup leur mouvement, remplaçant leur qualité de « Français rebelles » par celle d' « Algériens patriotes », c'était l'aval de la communauté arabe s'exprimant par la Ligue arabe, capitale Le Caire. Les relations avec les divers mouvements de libération arabes se faisaient en effet officiellement à travers la Ligue arabe, qui n'engageait, en droit international, le gouvernement égyptien qu'à la mesure de sa participation et de son soutien à cet organisme. Ironie de l'Histoire : la Ligue arabe avait été fondée jadis à l'instigation d'un ministre anglais qui s'appelait Anthony Eden...

Personne, cependant, ne doutait que l'élément moteur et de la Ligue arabe et du gouvernement égyptien, ce ne fût précisément la volonté du colonel Nasser, et que, donc, Nasser disparu, les beaux jours de la colonisation pourraient continuer de couler tranquilles le long des rivages de la Méditerranée comme le pétrole des puits du Moyen-Orient.

Ce qui compliquait tout, c'est que cette analyse péchait par omission : s'attaquer

Keystone



◄ La nouvelle de la mainmise de Nasser sur le canal est tombée comme un plomb dans le monde. A Londres, vingt-deux puissances se réunissent pour décider des mesures à prendre.



◄ Le canal de Suez. Œuvre du Français Ferdinand de Lesseps. Il relie l'Europe aux puits de pétrole du Moyen-Orient. Une artère indispensable.



Pour les ► actionnaires, c'est la ruine. 70 000 Français vont jeter un œil affolé sur ces carrés de papier qui ne représentent plus grand-chose en 1956.

La Compagnie du canal de Suez, dont le siège est à Paris. La nationalisation du canal, c'est-à-dire des biens de la compagnie, se produit le 26 juillet 1956. Ce sera la guerre ! ▼



Novatin

directement à Nasser et à la Ligue arabe, c'était pénétrer dans un jeu international d'une extrême complexité qui ne saurait être mieux défini que par le mot « imbroglio ».

Les jeux sont multiples. A la base de tout, il y a, si étonnant que cela puisse paraître à certains, un jeu *égyptien,* ou plus exactement la façon dont ce jeu égyptien s'insère dans le jeu stratégique mondial. A la base de tout, car c'est lui le détonateur de toute l'affaire et le seul qui puisse l'être. Expliquons-nous : la vocation première de Nasser, celle qui l'a porté au pouvoir, c'est la volonté de libérer le territoire national des derniers vestiges de l'occupation coloniale, c'est-à-dire britannique. Les Anglais continuent d'occuper, sous le prétexte d'ordre à maintenir, les parages du canal de Suez, ce qu'il est convenu d'appeler la « zone du canal ». Pour les en chasser, Nasser organise la guérilla et, ce faisant, l'insécurité dans une zone que non seulement les Britanniques, mais surtout les Américains et, de façon plus précise, le Pentagone, veulent garder sûre, car elle est, en ces temps de « stratégie périphérique », la base arrière de leur front de défense contre l'U.R.S.S., ce qu'ils appellent la *Northern Tier.* Cette insécurité offre à Nasser l'occasion de jouer la plus subtile des parties : « Tant que les Anglais seront là, dit-il aux Américains, votre base sera peu sûre. Avec votre appui moral et votre aide matérielle, je me charge de faire régner l'ordre sur Suez, mais persuadez vos amis anglais de débarrasser l'Egypte de leur présence. » La partie se joue entre ces trois partenaires car la France a été exclue du Proche-Orient en mai 1945, à la suite des troubles de Syrie et du Liban et de la pression anglo-saxonne qui en résulta, et l'U.R.S.S. n'y est pas encore apparue.

A cette tactique de Nasser, les Britanniques opposent le stratagème du « pacte de Bagdad », par l'intermédiaire de leur homme-lige, Nouri Saïd, le maître de l'Irak. Le raisonnement à la base du pacte de Bagdad est simple : puisque l'U.R.S.S. est une menace pour le genre humain en général et le Moyen-Orient en particulier, alors, que tous les peuples de la région se coalisent dans un pacte du type O.T.A.N., coordonnant leurs armées avec l'aide des forces britanniques et américaines ! Ainsi, les forces britanniques demeureront au Moyen-Orient non plus comme occupant mais comme alliés, au même titre que les Américains en Europe occidentale.

L'Oncle Sam et John Bull

Ce raisonnement, Nasser ne l'accepte pas : l'U.R.S.S., explique-t-il aux Anglais — qui ne l'écoutent pas — et aux Américains — qui l'écoutent —, ne constitue pas une menace pour l'Egypte. « S'il y a un danger communiste en Egypte, j'y mets bon ordre et je jette tous mes communistes en prison. Mais nulle flotte, nulle aviation, nulle armée de terre soviétique — nous sommes en 1956 — n'est venue suffisamment près de nos frontières pour que nous nous sentions menacés. En revanche, les Britanniques sont en Egypte depuis soixante-quatorze ans, le but de ma vie et l'idée commune des habitants de ce pays sont de les en chasser. »

C'est un raisonnement que les Américains finissent par admettre et l'enthousiasme apparent de John Foster Dulles pour le pacte de Bagdad se défait de semaine en semaine. En outre, sous la pression du Pentagone, les Anglais sont amenés à retirer peu à peu leurs troupes. Le Pentagone veut que l'ordre règne sur les arrières de la VI[e] flotte, ce Nasser est un militaire qui met les communistes en prison, le danger russe est au nord et non en Egypte et le pays du Moyen-Orient qui entretient les meilleures relations avec l'U.R.S.S. est... Israël (toujours à cette époque-là).

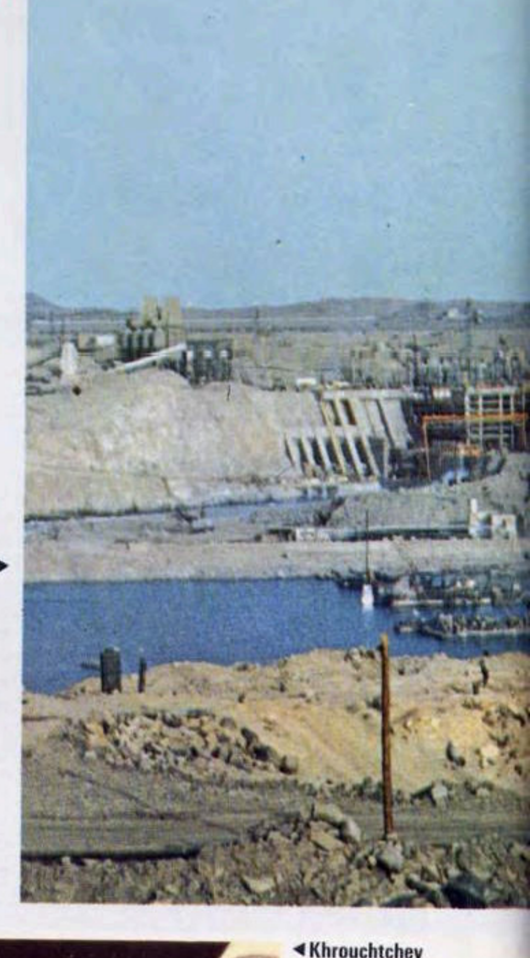
Pendant que cette pression américaine s'exerce, au printemps de 1955, au bout d'une longue attente, Anthony Eden succède à Winston Churchill. Comme celui-ci, il s'est promis de « ne pas être le liquidateur de l'Empire britannique ». Or sa première œuvre va être, pour son malheur, la liquidation de la présence britannique en Egypte, et ce, sur la pression de ses grands amis et alliés américains. Le président Eisenhower a donné dans ses *Mémoires* un extraordinaire récit de l'acharnement de l'Oncle Sam à pousser John Bull dehors. Pour Eden, tout le mal vient de ce Nasser, qui va devoir ou bien se soumettre ou bien se démettre. On n'attend plus que l'occasion pour l'y obliger. ►

soudain, l'air du Moyen-Orient s'emplit de bruits de bottes, et Israël bombarde Gaza



◄ Intense agitation chez les Occidentaux. Foster Dulles, secrétaire d'État américain *(au centre)*, confère à Londres avec Selwyn Lloyd *(à gauche)*. L'Angleterre croit à l'appui des U.S.A.

Keystone



En toile de fond ► du drame, le barrage d'Assouan. Les Anglais et les Américains, irrités par le rapprochement de Nasser et des Soviétiques, refusent de financer le barrage. Le Raïs va réagir en nationalisant le canal.

Elle ne tardera pas mais précédera, et, dans une certaine mesure, contribuera à provoquer la nationalisation du canal. Au printemps de 1956, le secrétaire au Foreign Office, Selwyn Lloyd, entreprend une grande tournée au Moyen-Orient. La Grande-Bretagne, explique-t-il, s'est résignée et accepte le refus de Nasser d'adhérer au pacte. Mais alors même qu'il s'entretient avec Nasser, celui-ci lui apprend qu'à la suite d'une révolution de palais en Jordanie, ce pays vient de chasser le chef britannique de la fameuse Légion arabe, le général sir John B. Glubb, dit Glubb pacha. Pour Lloyd, comme pour Eden, le crime est signé. Les soupçons se confirment quelques jours plus tard lorsque Selwyn Lloyd, conspué sur l'aérodrome de Bahrein par une foule arabe immense et hurlante, sa voiture lapidée, est obligé d'abréger sa tournée au Moyen-Orient.



◄ Khrouchtchev remplacera Boulganine au poste de président du Conseil des ministres de l'Union soviétique. En fait, dans l'affaire de Suez, les Soviétiques furent non moins ardents que les Américains à préserver l'Égypte, espérant par leur politique gagner l'amitié des nations arabes.

Keystone

Dulles est furieux

Dès lors, la chute de Nasser est décidée à Londres. Eden convoque Guy Mollet afin de s'assurer le concours français. Des missions discrètes quittent Londres et Paris pour Tel-Aviv. On apprendra bientôt, malgré les démentis, que des livraisons accélérées d'avions de chasse ultra-modernes — les *Mystère* — sont promises à Israël. Et soudain, l'air du Moyen-Orient s'emplit d'un bruit de bottes : on parle d'une attaque générale israélienne pour le 20 mars. Washington prend ces rumeurs suffisamment au sérieux pour intervenir diplomatiquement, tout en saisissant le Conseil de sécurité et envoyant « M. H... » en Israël. Le gouvernement israélien s'incline, mais, pour son compte, l'armée israélienne, avec l'accord de Ben Gourion, déclenche, à froid, le 5 avril, un violent bombardement de Gaza, faisant 42 morts.

L'opinion publique s'émeut en Egypte : « On n'est pas défendus ! Notre Raïs bien-aimé s'abandonnerait-il à la lâcheté ? Serait-il incapable de défendre le territoire ? Il nous faut des armes, des armes modernes !... »

Ces armes, Nasser sait que ni Londres ni Paris ne les lui fourniront. Reste Washington. L'Amérique fait la sourde oreille, tandis que Nasser apprend qu'elle a donné son accord pour les livraisons de *Mystère* à Israël. Nasser riposte : il reconnaît la Chine communiste (qui, n'étant pas membre de l'O.N.U., pourra toujours livrer des armes). Dulles est furieux et tout un clan du département d'Etat fait pression sur lui pour qu'il annule les crédits promis à Nasser pour


Tellier/Afrique Photo

la construction du barrage d'Assouan et qui permettent à celui-ci d'utiliser l'argent égyptien pour acheter des armes.

En effet, une des promesses que les Anglo-Saxons avaient faites à Nasser pour l'attirer au sein du pacte de Bagdad, c'était de contribuer au développement économique de l'Egypte en participant, par l'intermédiaire de la Banque mondiale, au financement de la construction d'un énorme barrage sur le Nil, à Assouan. Mais les conditions mises à l'octroi du crédit aboutissaient à donner au prêteur un droit de regard sur les finances égyptiennes, et chacun savait au Caire que c'était ainsi qu'avait commencé, à la fin du XIXe siècle, l'occupation de l'Egypte par les Anglais. D'où ces groupes de pression qui s'animaient à Washington et insistaient auprès de Dulles pour que le financement du barrage fût annulé au cas où Nasser accepterait des livraisons d'armes des seuls pays disposés à lui en fournir, c'est-à-dire des pays de l'Est.

Le 13 juin 1956, le dernier soldat anglais quitte l'Egypte ; cinq jours plus tard, Le Caire célèbre son indépendance recouvrée. Dans la tribune, le diable en personne, sûr de son heure, a pris la forme terrestre du ministre des Affaires étrangères de l'U.R.S.S., Dimitri Chepilov. La transaction qui résulte de sa présence émeut les Occidentaux : ce ne sont pas seulement des armes ordinaires que va recevoir Nasser, mais des avions de guerre, et parmi eux, des bombardiers Ilyouchine ultra-modernes, accompagnés d'instructeurs soviétiques. Autrement dit, l'U.R.S.S. profite de la circonstance pour tourner la barrière du nord, la *Northern Tier,* installée par les Anglo-Américains en Turquie et en Iran. C'est ce que l'amiral Barjot appellera d'un mot pittoresque : la « forteresse russe sur le canal ».

Dès lors, les diplomates occidentaux sont pris à leur propre piège : ils avaient posé à Nasser, de façon discrète mais nette, l'alternative : Assouan ou bien les armes russes. Nasser choisit la deuxième proposition : les armes russes.

26 juillet 1956 : nationalisation du canal

On présente généralement le rejet du financement d'Assouan par Dulles comme une sorte de coup de tête d'un personnage souvent fantasque. Il apparaît pourtant que la décision a été débattue plusieurs semaines à l'avance dans les commissions *ad hoc* du Sénat, et que c'est à la suite du vote négatif de la commission budgétaire de cette assemblée, vote contre lequel s'étaient élevés et Dulles et Eisenhower lui-même, que la décision fut prise.

Ce qu'il y a de grave dans la décision de Dulles, ce n'est pas l'acte lui-même — on peut toujours décider le contraire le lendemain — mais la façon claironnante et ostentatoire dont il est présenté : comme un défi.

A ce défi, Nasser choisit de répliquer immédiatement : le 26 juillet, il prend la décision de nationaliser les biens de la Compagnie du canal de Suez — contre dédommagement équitable — et de s'emparer du canal, qui appartient moralement à l'Egypte, estime-t-il. Avant d'annoncer la nouvelle, il se fait établir un état des forces britanniques au Moyen-Orient, afin de s'assurer qu'aucune riposte instantanée ne peut survenir. Il suppose, à juste titre, que les Français n'ont pas les moyens d'intervenir rapidement. Mais ce qu'il y a d'étrange dans son comportement, c'est qu'il ne se préoccupe pas des réactions israéliennes.

L'Amérique n'interviendra pas elle-même

Pourtant, le plus important, c'est que Nasser ne se préoccupe pas des réactions américaines, alors que la VIe flotte contrôle à l'époque la Méditerranée et que les Américains pourraient être appelés à intervenir à la demande des Britanniques (ce qui d'ailleurs se produira). Le colonel Nasser se comporte donc exactement comme s'il avait l'assurance qu'il n'y aurait aucune réaction tant du côté israélien que du côté américain.

Lorsque le premier ministre Anthony Eden apprend la nouvelle, son premier réflexe est de convoquer l'ambassadeur américain (il est en vacances) et de télégraphier à Dulles (il est en mission au Pérou). Washington envoie à Londres, avec le retard que la décence permet, un des adjoints de Dulles, l'ambassadeur Robert Murphy. Celui-ci se trouve en présence de projets d'intervention anglo-américains, sans la France, à qui on permettra peut-être d'envoyer quelques modestes forces de principe. Avec tous les ménagements nécessaires, Murphy fait comprendre à Eden que l'Amérique est, certes, de tout cœur avec les Franco-Britanniques mais qu'elle n'interviendra pas elle-même. Et il lui propose en échange une conférence internationale qui se réunit à Londres le 16 août. Eden n'a d'autre choix que l'acceptation, mais, décidé à l'intervention, il se tourne vers les Français seuls, tout en affectant de jouer le jeu américain négociateur. La conférence de Londres, s'étant déroulée sans l'Egypte, décide... qu'une délégation de ses membres ira remettre à Nasser le procès-verbal des délibérations ! Ce qui fut fait le 3 septembre 1956. Sans effet...

Les Franco-Anglais s'en moquaient, car ils avaient mis tous leurs espoirs dans une intervention militaire alors prévue pour le 15 septembre. Quant à ▶



Keystone

▲
Londres et Paris décident d'occuper Suez. L'ultimatum franco-britannique est lancé le 30 octobre 1956. Séance de nuit au Palais-Bourbon où Guy Mollet l'a annoncé et a obtenu l'accord de la majorité.

Dulles laisse entendre : "Si Israël attaque l'Egypte l'Amérique soutiendra celle-ci"

Nasser, il visait, mais pour des raisons opposées, à gagner lui aussi du temps.

Le soir de la dernière entrevue avec Nasser des délégués envoyés sous la direction de l'Australien Menzies au nom de la conférence de Londres, Eden reçoit du président Eisenhower un message qu'il juge « inquiétant ». Eisenhower signale que l'opinion publique américaine « repousse résolument tout recours à la force » et conseille fermement de « séparer le règlement du problème du canal des problèmes de politique générale » à l'égard du régime égyptien. Eden se sent frustré, car les Etats-Unis lui avaient promis de ne pas s'opposer au recours à la force « une fois que toutes les procédures pacifiques seraient épuisées ». Qu'avait-il fait d'autre sinon épuiser — avec une évidente mauvaise foi — « toutes » les procédures pacifiques ?

Non, pas toutes, car l'imagination fertile de Dulles produit aussitôt une nouvelle « procédure pacifique » : abandonner l'idée d'une nouvelle convention avec l'Egypte (qu'il avait demandée lui-même à la conférence de Londres et que son propre délégué était en train de demander à Nasser) pour constituer une « Association des usagers du canal » qui engagerait des pilotes, organiserait et administrerait elle-même la navigation dans le canal. Eden propose de saisir dans les vingt-quatre heures le Conseil de sécurité des Nations unies (pour finir d'épuiser les solutions pacifiques). France et Angleterre ayant un droit de veto au Conseil, Dulles flaire le danger et s'oppose à cette procédure.

Avertissement sans frais

Réunion franco-britannique à Londres les 10 et 11 septembre. Eden se dit « prêt à marcher sur la tête » pour garder l'appui américain. C'est d'ailleurs ce qui lui arrivera, et cette position incommode se termine généralement par une chute. Mais comme, tout en approuvant officiellement toute proposition américaine, Eden et à sa suite le gouvernement français continuent de pousser leurs préparatifs militaires, le président Eisenhower durcit sa position au cours de sa conférence de presse du 12 septembre. Le lendemain 13 septembre, Dulles donne aux Franco-Britanniques un avertissement sans frais qui, dans le langage diplomatique, peut être qualifié « d'une rare violence ». Il s'agit de faire échec à des propos tenus la veille par Eden à la Chambre des communes et d'où il semble résulter qu'il aurait obtenu l'accord « des trois puissances » — donc des Etats-Unis — pour toute solution qui se révélerait nécessaire (donc y compris l'usage de la force). Dulles déclare : « Nous n'avons pas l'intention de nous frayer un chemin à coups de canon. Il se peut que nous ayons le droit de le faire, mais nous n'avons pas l'intention de le faire pour ce qui est des Etats-Unis. Nous enverrons nos bateaux par le Cap si le canal est bloqué par la force. » Eden juge avec raison que cette déclaration invite Nasser à refuser la proposition alliée d'installation de l' « Association des usagers » (1).

Mais Eden tire une deuxième con-

(1) Parfaitement informés des plans franco-anglais, les Américains savent que l'ordre va être donné aux pilotes du canal de nationalité française et anglaise d'abandonner leur travail. L'incapacité escomptée (et qui ne se vérifiera pas) de Nasser à faire fonctionner le canal en l'absence de ces pilotes fournirait le prétexte, si mince fût-il, d'une intervention.



E.C.A.

◀ Des semaines passeront entre la nationalisation et l'annonce par les Français et les Anglais de leur intention d'occuper militairement les postes clefs de la zone du canal de Suez.

clusion erronée de l'affaire en estimant que « le torpillage par les Américains de leur propre plan le jour même de son lancement ne laisse plus d'autre choix que l'emploi de la force ou l'acquiescement au triomphe de Nasser ». Les Franco-Britanniques saisissent les Nations unies dont le Conseil de sécurité se met d'accord pour rappeler les six principes d'un arrangement et recommander une gestion internationale à laquelle les Soviétiques opposent leur veto. « Voilà où nous en étions, constate tristement Anthony Eden : nous avions été traînés pendant plusieurs mois de négociation en négociation, de prétexte en prétexte, d'expédient en expédient, de combinaison en combinaison. A chaque étape de ce pénible pèlerinage, nous avons vu notre position s'affaiblir. »

Ce que le premier ministre ne dit pas, c'est que la sincérité du recours des Franco-Britanniques aux Nations unies est sujette à caution, puisque depuis plusieurs semaines — et Dulles le sait, ce qui explique son raidissement — les plans d'attaque ont été réorientés en fonction d'une intervention israélienne qui fournirait enfin un prétexte valable, une justification dont on espère que, sensible au vote des israélites américains avant l'élection présidentielle, Dulles tiendra compte. Aussitôt, ce dernier met les points sur les « i » : il se fait interviewer pour pouvoir dire que « le vote juif n'aura aucune espèce d'influence sur les décisions du gouvernement des Etats-Unis. » On peut dire que les avertissements n'auront pas manqué de la part de Washington : solidarité atlantique, pas de solidarité au-delà. Et Dulles va encore plus loin, le 16 octobre, en déclarant publiquement que « les Etats-Unis sont déterminés, dans le cadre des moyens constitutionnels, à apporter aide et assistance à tous les pays victimes d'agression au Moyen-Orient ». On n'est pas plus clair : si Israël attaque l'Egypte, les Etats-Unis apporteront aide et assistance à celle-ci « dans le cadre des moyens constitutionnels ».

Eden se sent pris dans une sorte de piège ; pour être logique avec lui-même, avec toute son action depuis plusieurs mois, pour conserver le minimum de dignité auprès d'alliés d'une coalition dont il s'est voulu le chef, il doit poursuivre ses projets d'usage de la force et il sait maintenant que ces projets vont entraîner l'opposition directe des Etats-Unis, c'est-à-dire ou son suicide politique, mettant tristement fin à une carrière de premier ministre qu'il avait si longtemps préparée et si longtemps attendue, ou bien la rupture plus ou moins déclarée de l'alliance avec les Etats-Unis sur laquelle la Grande-Bretagne a joué toute sa vie d'après guerre.

Guy Mollet n'a pas tous ces problèmes. La politique d'offensive à outrance et d'expédition militaire à Suez a été non seulement approuvée par le Parlement, mais quasiment imposée par lui avec une certaine impatience. Du fiasco qui résulte, chaque parlementaire, en dehors de ceux qui ont voté contre, c'est-à-dire les communistes et un quarteron de mendésistes, porte sa large part de responsabilité.

Guérilla au bord du Nil

Mais demeure la question politique : l'expédition de Suez a-t-elle fait avancer d'un pas la solution du problème algérien ? Et, surtout, l'aurait-elle pu en cas de « réussite » ?

Nous connaissons aujourd'hui la réponse parce que nous savons en détail ce que Nasser avait préparé : après la défaite, escomptée par lui, de son armée, non sans toutefois de sérieux accrochages à l'ouest d'Ismaïlia (là précisément où Beaufre, assisté de Prieur et de Saint-Hillier, avait prévu que se porteraient les combats), Nasser avait organisé une guérilla sur grande échelle dont le centre devait être la ville de Tanta, dans le delta du Nil.

Du côté français, on n'avait rien préparé et Christian Pineau avoue : « Nous n'étions pas très sûrs de notre équipe. » On n'avait pu recruter qu'une douzaine de ci-devant nantis du régime de Farouk dont la plus grande partie devait d'ailleurs être au service de la police de Nasser. On ne pouvait guère compter sur les « officiers libres », ni sur la jeunesse, soigneusement encadrée depuis l'installation du régime nassérien. C'était donc se mettre sur les bras un nouveau problème algérien. Quant à penser à faire fonctionner le canal dans des conditions de guérilla généralisée, c'était folie pure. Utiliser les troupes israéliennes, c'eût été, à brève échéance, généraliser la guérilla au monde arabe tout entier.

Cependant, pour l'Algérie elle-même, l'échec de Suez eut des conséquences inapparentes sur le moment, mais dramatiques : il montra aux rebelles que leur entreprise ne risquait plus rien, car ils pouvaient compter, sous des formes plus ou moins discrètes, sur l'appui non seulement des pays s'affirmant socialistes, mais surtout sur celui de la plus grande puissance du monde, les Etats-Unis d'Amérique, qui venaient de prouver que leur engagement dépasserait le cadre verbal ou celui des finances. H

Henri AZEAU

LONDRES ET PARIS PRÉ

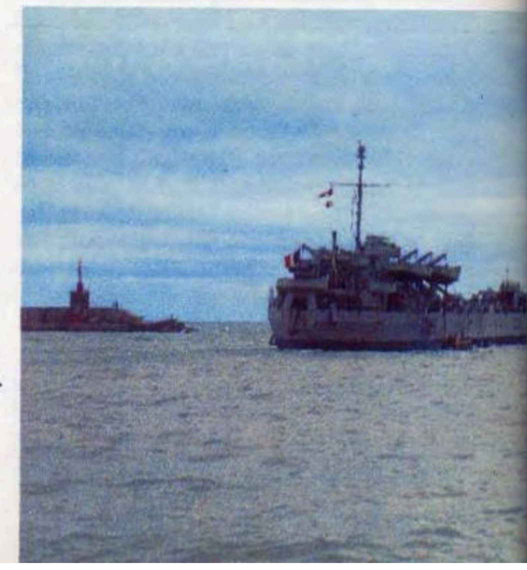
René Bail

Le 9 août, à Guelma, où je commandais l'Est constantinois, je reçois un télégramme me convoquant à Paris : je devais commander la « Force A », destinée à opérer en Egypte. Après quelques directives sommaires du général Ely, chef d'état-major général, je m'envole, le 10 au matin, pour Londres, accompagné de l'amiral Lancelot et du général d'aviation Brohou, qui forment avec moi le comité de planning français que je dois présider.

A Londres, notre attaché des forces armées, l'amiral Amman, me met au courant des accords déjà intervenus. Nous acceptions l'organisation du commandement proposée par les Britanniques comme une conséquence normale du principe du *leadership* britannique. L'opération serait dirigée dans son ensemble par le théâtre d'opérations britannique du Middle East qui, selon le système anglais, relevait d'un comité Terre, Air, Mer présidé par le général Keightley. A ce niveau, la France serait représentée par l'amiral Barjot, qui serait adjoint au général Keightley. Le *corps expéditionnaire en Egypte* serait commandé par un comité Terre, Air, Mer (général Stockwell, amiral Dunford-Slater, air marshal Barnett). Les officiers généraux français du comité de planning seraient respectivement les adjoints de ces officiers généraux britanniques. Cette solution extrême, qui n'avait jamais été appliquée dans d'autres opérations interalliées, nous plaçait entièrement entre les mains des Britanniques. Cela me parut dès le début d'assez mauvais augure.

L'après-midi eut lieu la première réunion du comité de planning. Le général Stockwell m'accueillit avec beaucoup de gentillesse, mais me dit son désarroi. Un plan avait été ébauché — sans nous attendre — mais il avait été refusé d'ordre d'Anthony Eden. Je lui dis qu'au contraire cet incident avait l'avantage de nous faire repartir *ensemble* sur de nouvelles bases ; qu'en outre, malgré l'aspect « intégré » du système de commandement, il était indispensable que, dans les opérations, les Français eussent des objectifs distincts de ceux des Britanniques, cela pour des raisons politiques et psychologiques impérieuses et aussi pour des raisons logistiques et linguistiques. Stockwell me remercia de ma franchise et me dit son accord de principe. Cela commençait bien...

Je ne retracerai pas ici dans le détail toutes les péripéties de l'établissement de notre premier plan, dénommé « Mousquetaire », ni des aller et retour à Paris qu'il me valut. Son principe était simple : on ne peut débarquer en Egypte que dans deux ports, Alexandrie et Port-Saïd. Port-Saïd n'a de port que le nom, car ce n'est en fait que l'entrée du canal de Suez. Il ne comporte ni quais valables ni moyens de levage. De ce fait, les délais de débarquement à Port-Saïd



La marine française commença à faire l'inventaire ▶ de ses unités pour Suez. De ses engins amphibies surtout. Elle en retrouva, dans ses arsenaux, qui dataient de la Libération...

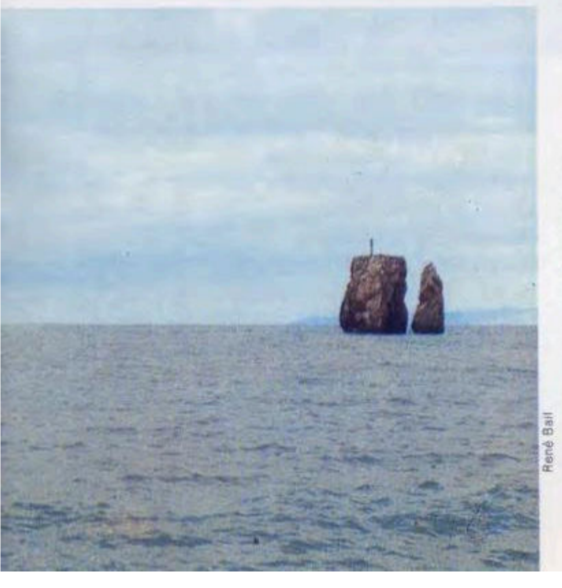
ARENT "L'EXPÉDITION"

◂ Dans les ports d'Algérie, d'où partira la force « A », constituée par les unités qui interviendront à Suez, c'est, dans l'été de 1956, une activité insolite. Ici, abrités dans la rade d'Arzew, en Oranie, un groupe d'engins de débarquement.

Un L.S.T. ▸ *(landing ship transport)*, péniche de débarquement de faible tirant d'eau, dont l'avant s'ouvre pour déverser sa cargaison de véhicules. Les Anglais en avaient dix-sept. Les Français... quatre !

René Bail

seraient trois fois plus longs qu'à Alexandrie. Cette considération justifiait le choix d'Alexandrie comme port de débarquement. Les Anglais s'empareraient du port par une action de vive force. Nous, qui disposions de bateaux amphibies mieux adaptés, débarquerions sur les plages à l'est d'Alexandrie et, par un parachutage — que je confiai à Bigeard —, nous nous assurerions des débouchés sud du lac Maryut. Les bateaux déchargeraient dans le port d'Alexandrie pour avoir les véhicules et les chars nécessaires à la traversée des 200 km de désert d'Alexandrie au Caire. Nous atteindrions ainsi Le Caire entre le septième et le quinzième jour où serait livrée une nouvelle bataille des Pyramides. Le franchissement de vive force du Nil, si nécessaire, se ferait par un parachutage français sur le barrage du delta. Une fois Le Caire pris, on irait réoccuper le canal de Suez. Cette opération terrestre serait précédée d'une bataille aérienne pour détruire l'aviation égyptienne, bataille que je fis réduire de trois à deux jours. L'aviation et les parachutistes seraient basés à Chypre et sur les porte-avions.



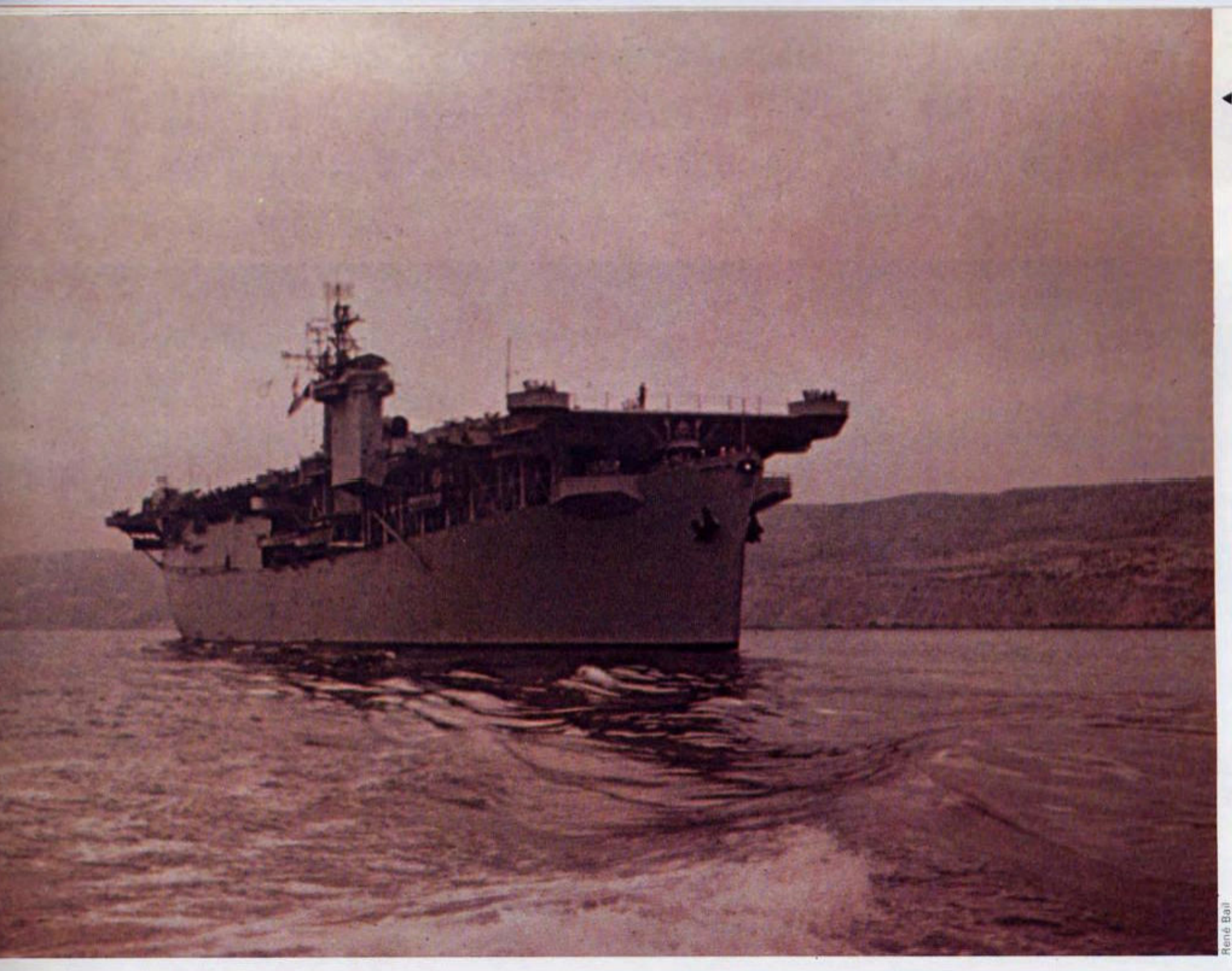
René Bail

Les scrupules d'Eden

Tel quel, ce plan, comme tous les plans, présentait des avantages et des inconvénients. Le débarquement de vive force n'était pas sans risques, mais la qualité des troupes autorisait à prendre ces risques. Les délais de débarquement — cependant minima — me paraissaient considérables. Le déroulement de l'opération manquait de souplesse. C'était une action en force où les Britanniques comme nous-mêmes engagerions au moins deux divisions et pas mal d'unités auxiliaires. C'était nécessaire si l'on voulait surclasser les 300 chars égyptiens, concentrés en grande partie autour du Caire, et les cinq divisions actives égyptiennes qui, grossies de la « garde nationale », pourraient représenter la valeur de trois corps d'armée mixtes. La formule était peu élégante, mais solide.

Son inconvénient principal — qui, à mes yeux, était un avantage —, c'est que nous attaquions l'Egypte et Nasser, et non le canal, objet de la dispute. On évitait ainsi des destructions sur le canal et l'on obtenait d'entrée de jeu le résultat politique visé. D'un autre point de vue, cette attaque directe de l'Egypte passerait pour une agression pure et simple, et cela gênait beaucoup Eden. On verra plus loin ce qui en advint.

Mais la mise en œuvre de ce plan était loin d'être commode. Le problème des transports maritimes, étudié à Paris pour les forces françaises, montrait qu'il faudrait 35 jours, après un préavis de 8 jours, pour transporter tout le corps expéditionnaire en une seule rotation. Mais cette solution, trop onéreuse, fut remplacée par une autre, plus économique, qui réclamait trois rotations. Je n'aurais eu (à Alexandrie) mes 30 000 hommes et mes 9 000 véhicules que *sept semaines après les premiers débarquements !* Il fallait donc rejeter en ▸



◄ Le porte-avions *Dixmude,* au lieu d'être en Méditerranée, en appui du corps expéditionnaire franco-britannique, chargeait aux États-Unis.

Sur le pont du *Georges-Leygues,* les amiraux Lancelot et Barjot. Entre eux, le général Keightley, commandant en chef de l'expédition.

Le *Jean-Bart,* construit avant la seconde guerre mondiale et qui fut gravement endommagé devant les côtes marocaines, en 1942. ▼

René Bail

à Alger, les paras de Massu sur pied de guerre. Mais laquelle?

queue de transport tout ce qui n'était pas strictement indispensable au combat et constituer le premier échelon par une sorte de concentré de puissance, en réorganisant les unités en plusieurs échelons : un échelon parachuté de 2 000 hommes, un échelon d'assaut amphibie de 3 000 hommes, un échelon A de 12 000 hommes, 140 chars et près de 3 000 véhicules disponibles entre le troisième et le septième jour.

Je disposerais ainsi, pour la première bataille, de 17 000 hommes et 3 500 véhicules. Tout le reste arriverait par l' « échelon B » vers le vingtième jour au plus tôt.

Difficultés pour l'armée de terre

Ce problème n'était pas le seul. A Chypre, il n'y avait aucun aérodrome capable de recevoir nos avions modernes. Il fallait également y constituer une base aéroportée et, à ma surprise, il n'existait aucun port équipé dans l'île. Le débarquement du matériel et la construction des pistes allaient demander des délais importants.

En outre, les moyens amphibies français n'étaient pas au point, car on venait de dissoudre le centre amphibie d'Arzew pour former la brigade de fusiliers marins opérant en Algérie et il fallait rassembler les spécialistes et les entraîner. De plus, le seul navire français capable de transporter les engins amphibies français, le *Foudre,* était en Indochine et il fallait qu'il rejoignît en faisant le tour du cap de Bonne-Espérance !

René Bail

Sur le plan terrestre, les choses n'étaient pas plus simples. La 10ᵉ division parachutiste, qui faisait de la contre-guérilla, n'avait pas, depuis longtemps, pratiqué de sauts par unités constituées et devait s'équiper en antichars. Mais surtout, la 7ᵉ division mécanique rapide, elle aussi engagée en contre-guérilla, était tout entière à pied, *sans ses chars.* Il fallait la rééquiper et la réentraîner. Il me fallait aussi constituer mon état-major de toutes pièces, repeindre les véhicules en jaune sable, les doter de plaques à désensabler, équi-



per tout le monde de tenues de toile et de nourrices à eau, etc.

Dans le domaine de l'aviation, nos chasseurs F-84 n'avaient qu'un rayon d'action insuffisant. Il leur fallait des réservoirs largables, que les Américains, très aimablement, nous fournirent par un pont aérien.

Nous avions donc à réaliser en quelques semaines un véritable tour de force technique, car le plan « Mousquetaire », que nous venions d'arrêter, fixait l'opération au 15 septembre, les premières bombes tomberaient le 13 et les premières unités françaises quitteraient Alger le 5 septembre. Les bases aériennes et aéroportées devaient partir de France pour Chypre le 20 août — et nous étions le 18 !...

Pour réaliser cette tâche, il me fallait continuellement sauter de Paris, où j'avais l'aide très efficace de l'état-major français, à Londres, où travaillait l'état-major interallié intégré, et à Alger, où mon état-major de la Force A s'efforçait de résoudre au mieux tous ces problèmes, avec un dévouement et une efficacité auxquels je tiens ici à rendre hommage. A Londres, le colonel Saint-Hillier était mon chef d'état-major ; à Alger, le colonel Prieur dirigeait l'état-major de la Force A. Le général Gilles, à Chypre, présidait à l'organisation de la base aéroportée. A Alger, le général Massu préparait à la fois la mise sur pied de sa division de parachutistes et l'entraînement de l'opération amphibie ; le général Huet reconstituait sa 7e division mécanique rapide. Rien n'était facile, mais l'entrain général suppléait aux difficultés qui s'amorçaient.

Changement d'objectifs !

Il est évident qu'au milieu de tous ces problèmes les retards successifs imposés par les hésitations politiques furent les bienvenus, d'autant que nous n'aurions jamais été prêts pour la date primitivement fixée : l'entraînement amphibie était lent, les appareils de visée et autres accessoires pour char furent, un long moment, égarés par la base de Marseille, le *Foudre,* dans son périple autour de l'Afrique, était retardé par le mauvais temps, etc.

Mais ce n'étaient là qu'épisodes et le principal se jouait ailleurs, à Londres et à Paris notamment. L'opération avait été remise du 15 au 18, puis au 25 septembre. La première décision britannique de déclenchement devait être prise le 9. A Alger, tout était sous pression et, ne recevant rien, je fis un saut à Paris, le 10 septembre.

Là, j'appris aussitôt que, sans m'avoir prévenu ni consulté, on avait renoncé au plan d'attaque par Alexandrie et qu'on avait décidé de faire un nouveau plan pour débarquer à Port-Saïd. Les raisons en étaient les difficultés du débarquement de vive force à Alexandrie et surtout la nécessité politique de limiter, au moins initialement, notre intervention au canal. Comme je faisais remarquer que cela allait retarder encore l'opération, le général Ely me dit que l' « Association des usagers du canal » allait obliger à un nouveau retard !

Cette décision, qui correspond en partie à l'évolution politique dont on a pu suivre, d'autre part, les diverses phases, était également influencée par le gouvernement français, désireux d'une solution plus directement en liaison avec les projets israéliens, qui avaient tout intérêt à voir neutraliser l'armée égyptienne après leur coup de main sur le Sinaï.

Techniquement, c'était une catastrophe : Port-Saïd allait freiner les débarquements et augmenter les délais d'arrivée des troupes dans la proportion de trois à un. D'autre part, il nous était maintenant impossible de refaire les plans de chargement des navires établis pour Alexandrie. Tout ce que nous pouvions faire, c'était de transformer les paquets déjà constitués et de leur attribuer de nouveaux objectifs : les Britanniques, qui attaquaient Alexandrie à notre gauche, s'empareraient de Port-Saïd. Nous, qui débarquions à l'ouest d'Alexandrie, nous nous empare-

(Suite page 840.)



ARZEW

La rade d'Arzew, après celle de Mers el-Kébir, est le meilleur abri de l'Algérie occidentale. Son phare évoque le château d'If.

Pierre Tétrel





◄ Sur les côtes d'Algérie, les paras s'entraînent. Quatre régiments de la 10e division de parachutistes et la 7e division mécanique rapide sont prévus pour les missions d'intervention.

Il n'y aura jamais ► eu autant d'engins le long des plages que pendant cet été-là. L'entraînement se poursuit sans désemparer. Il faut aussi retrouver sa forme. Certains l'avaient perdue.

E.C.A.



après trois mois d'hésitations, brusquement, le 18 Octobre 1956...

(Suite de la page 837.)

rions de Port-Fouad, à l'est de Port-Saïd. Le débarquement serait appuyé par deux parachutages, un britannique sur le terrain de Gamil, un français au sud de Port-Fouad. Après le débarquement, on pousserait sur les rives du canal, les Britanniques à l'ouest, les Français à l'est, et l'on prévoyait une série de parachutages à El-Kantara, à Ismaïlia et à Suez, puis, éventuellement, un rabattement sur Le Caire.

Le plan "A"

Mais le plus grave n'était pas là. Obnubilé par le problème politique, Eden s'était laissé convaincre par le chef d'état-major de la R.A.F. que tout débarquement de vive force serait dangereux et inutile et qu'il suffirait de briser la volonté égyptienne par une longue phase de dix jours d'action dite « aéropsychologique », où des bombardements seraient faits sur les objectifs militaires. Ce n'est que « lorsqu'il n'y aurait plus d'opposition ou que l'opposition pourrait être ignorée » (*when there is no opposition, or when this opposition is negligible and can be ignored*) que le débarquement se ferait, en quelque sorte pacifiquement... Ce plan incroyable ne pouvait manquer de laisser tout le temps à Nasser de mobiliser l'opinion internationale contre nous, de détruire le canal et de nous faire empêcher de débarquer. Je présentai ces objections avec toute la force dont j'étais capable, mais les chefs britanniques se sentaient tenus par la discipline, et l'amiral Barjot, heureux de voir l'opération se faire à Port-Saïd, ce qui n'était pas son idée initiale, ne me soutint pas. Le principe de la phase aéropsychologique fut admis. Le départ des navires était calculé pour arriver à la fin de cette phase. Je crus alors pouvoir tourner la difficulté par un argument très fort : et si les Egyptiens venaient à capituler avant la période de dix jours ? Il faudrait donc disposer à Chypre d'un échelon d'assaut aéroporté et amphibie dès le premier jour, *donc le mettre en place à l'avance*. On pourrait ainsi intervenir dès que la situation le requerrait, et j'étais persuadé que ce serait ce qui adviendrait. Mon point de vue fut admis et appelé « plan A ». Le « plan B », en revanche, ne prévoyait le débarquement par des forces navales venant directement de Méditerranée occidentale, appuyées par des actions aériennes et aéroportées basées à Chypre, *qu'après dix jours d'action aéropsychologique*. Grâce au plan A, je croyais avoir redressé en partie la situation.

Je sautai à Alger pour mettre en route le nouveau plan. Le problème des débarquements, rendu plus difficile, fut amélioré par l'entraînement des deux bataillons du génie en manœuvres d'accostage. L'échelon amphibie, qui comportait deux régiments de parachutistes, fut ramené à un régiment. La progression vers le sud, à l'est du canal, par une route marquée sur toutes les cartes, se révéla impossible, des travaux récents, photographiés par des reconnaissances aériennes, coupant cette route par un canal. Des tas de problèmes nouveaux se posaient que nous ne résoudrions qu'à la dernière minute, à Chypre. Mais les nouveaux délais (le débarquement était maintenant prévu pour le 8 octobre) avaient permis de régler la plupart de nos difficultés. Tout était maintenant bien au point. Il ne restait qu'à recevoir l'ordre du départ, prévu pour le 29 septembre. Mais rien ne vint, sinon une nouvelle convocation à Paris, le 1er octobre.

A Paris, le débarquement paraissait remis *sine die* et le découragement



Sur la plage de Zéralda, face au commandant Jeanpierre ► *(en képi)* près de Château-Jobert, les capitaines du 1er R.E.P. Bonnel, Verguet, Robin et Saint-Marc.



◄ Les blindés ont touché le sable. Ce n'est pas celui d'Égypte. Pas encore ! En fait, la résistance égyptienne sera sans consistance et, très vite, l'armée de Nasser s'effilochera.

E.C.A.



Le L.S.T. « vomit » ► ses hommes. Au large de Zéralda, ou de Sidi-Ferruch. Ces plages où les paras au repos venaient se prélasser entre deux opérations.

E.C.A.

régnait. A Londres, les Britanniques me dirent qu'ils avaient reçu l'ordre de faire un *plan d'hiver* qui enterrait pratiquement l'idée d'une action militaire prochaine : le temps allait devenir exécrable, les parachutages impossibles, les débarquements amphibies dangereux. Ce plan, simple précaution, fut bâclé et approuvé le 12 octobre pour entrer en application le 21. L'épisode britannique paraissait clos.

Mais, de retour à Paris, je découvris de nouvelles perspectives. Puisque les Britanniques faisaient défection, pourquoi ne pas reprendre le projet avec Israël ? Seuls avec les Israéliens, nous pourrions faire quelque chose d'un style nouveau et décisif. Il s'agissait alors moins d'une véritable opération militaire que d'une opération clandestine en forme de coup de main. Comme nos moyens étaient limités, on se contenterait d'un objectif plus à notre taille, par exemple Port-Saïd, voire Port-Fouad. Gage dérisoire, mais qui nous permettrait de fermer le canal de Suez. Les Israéliens, de leur côté, comptaient liquider par surprise, avec trois divisions, la division égyptienne qui tenait le Sinaï, s'emparer de Gaza et de Charm-el-Cheikh, puis pousser des éléments légers jusqu'au canal. Aussitôt, ils ramèneraient des forces en Israël pour se couvrir face à la Jordanie et à la Syrie et ils comptaient bien sur nous pour fixer les Egyptiens sur le canal. Ils avaient besoin de parachutages d'armes antichars et de vivres, d'une couverture aérienne et d'appui de feux navals à Rafa et il fut convenu de les fournir — ce que nous fîmes dans la réalité.



E.C.A.



L'optimisme de l'amiral

Ce plan me paraissait très dangereux, car notre couverture politique serait très précaire. Il ne pouvait se justifier que si nous obtenions un succès décisif sur les Egyptiens. Pour cela, il fallait un plan offensif d'une plus grande envergure, que j'étudiai en détail avec mon état-major d'Alger venu à Paris. Finalement je me rangeai à une solution très hardie, suivant laquelle je tenterais, avec soixante-dix chars et quatre régiments de parachutistes appuyés d'hélicoptères, de pousser jusqu'à Ismaïlia, puis au Caire. C'était un coup de poker, mais la qualité exceptionnelle de mes troupes permettait de le tenter. C'était en tout cas préférable à la solution limitée à Port-Saïd, qui n'avait aucune chance de succès (on l'a bien vu).

Mais tout cela me donnait une impression de grande irréalité. Je me demandais avec angoisse si ce n'était pas un mauvais rêve. Autour de moi, ce projet paraissait également aventureux. Seul, l'amiral Barjot considérait l'affaire avec optimisme. J'écrivis la note suivante au général Ely : « En résumé, l'opération envisagée présente de nombreux dangers et ceux-ci seraient encore plus graves si nous n'obtenions pas l'effondrement rapide de l'adversaire. Toute solution fondée sur la prise d'un gage limité présente le maximum de risques (politiques) et peu de chances de succès. Si l'on juge utile de prendre tous ces risques en se compromettant, il faut au moins que la formule d'opérations contienne en puissance une action militaire décisive. » En terminant, j'amorçai une idée nouvelle : « Une solution toute différente (politiquement) consisterait à intervenir après une agression israélienne pour garantir la neutralité du canal. Cette solution ferait de nous une avant-garde de l'O.N.U. »

Je ne me doutais pas, à ce moment, que c'est à ce schéma politique que se rallierait Eden dans ses conversations secrètes à Paris. Le 18 octobre, en effet, j'appris, à la gare de l'Est où l'on était venu me chercher, que les Britanniques, soucieux de ne pas nous laisser intervenir seuls, se ralliaient à l'idée d'une opération israélo-franco-britannique immédiate. Les Israéliens attaqueraient le 27. Nous jouerions le plan « Mousquetaire révisé »...

Après trois mois d'hésitations, le sort en était maintenant jeté. **H**

Général BEAUFRE

LES PARAS DANS L'ILE D

L'OPÉRATION militaire très brève, qui devait réussir pleinement, résulta d'une série d'adaptations de la dernière heure que nous fîmes subir, à Chypre, au plan « Mousquetaire révisé ».

En effet, j'appris avec consternation que les Britanniques avaient donné leur accord à l'exécution de l'opération « Mousquetaire révisé » mais conformément au *plan B,* c'est-à-dire à un débarquement après dix jours d'action « aéropsychologique », et que les moyens amphibies nécessaires au *plan A* n'étaient pas en place à Chypre. Comme les Israéliens allaient démarrer le 27 octobre, nous ne présenterions notre ultimatum que le 30. Les opérations aériennes ne commenceraient que le 31 et nous ne pourrions débarquer à Port-Saïd que le 10 novembre, compte tenu de la date de départ des navires. Il y avait toute chance pour que l'opinion mondiale intervînt avant pour nous en empêcher. Deux problèmes se posaient : accélérer l'arrivée à Port-Saïd et constituer à Chypre un détachement d'intervention pour pouvoir faire quelque chose avant le débarquement.

L'accélération du transport pouvait se faire en commençant les chargements tout de suite, ce que les Britanniques refusaient, voulant éviter toute collusion visible avec Israël. Malgré tout, après force discussions et grâce au beau temps, la date du 10 put être avancée au 6 novembre.

La question du détachement d'intervention de Chypre devait faire l'objet de débats difficiles avec nos alliés. Pour étoffer Chypre, j'avais fait organiser le transport, par un pont aérien entre Alger et Chypre (remarquablement réalisé par Air France), de trois régiments de parachutistes de la 10e D.P. Les Britanniques y avaient une brigade de parachutistes et une brigade de commandos de la marine. Nous avions donc de quoi faire. Les Britanniques acceptèrent, à Chypre, d'établir un plan d'urgence, dit « Omelette », prévoyant un débarquement à Port-Saïd, *mais seulement s'il n'y avait pas d'opposition.*

Or les Israéliens avaient bien attaqué le 27. Le 30, leur victoire paraissait assurée. Nos bombardements aériens, le 31, détruisirent au sol une aviation égyptienne absolument passive. L'émotion se développait à l'O.N.U., où notre position devenait difficile. Paris télégraphiait, comme je l'avais prévu, qu'il fallait « faire quelque chose tout de suite ». Après des discussions épiques, tant avec l'amiral Barjot, qui découvrait



Paquetages prêts, les troupes attendent pour embarquer. A quai, le *Malgache* et des L.S.T. Les « bérets rouges » de Château-Jobert et de Fossey-François quitteront Chypre pour Port-Saïd et Port-Fouad.

E.C.A.

maintenant les difficultés de l'entreprise, qu'avec les Britanniques, ces derniers finirent par admettre la *préparation* d'un plan d'assaut, que je préparai et qui prit le nom de « Télescope ».

La nécessité de réduire les pertes

Les Britanniques prendraient, à l'ouest, le terrain de Gamil par un parachutage et pousseraient sur Port-Saïd. Les Français sauteraient au sud de Port-Saïd, sur l'usine des eaux, objectif que les Anglais abandonnaient à cause des défenses anti-aériennes repérées, ainsi qu'au sud de Port-Fouad et s'empareraient de cette ville. Mais ce n'était qu'une prévision et les Britanniques refusaient de déclencher cette opération sans ordre. Il fallut une pression de Paris sur Londres pour obtenir cette décision. Nous étions le 3 novembre, le parachutage se ferait le 5, le débarquement le 6.

Entre-temps, nous avions réglé la question que posait l'absence de route à l'est du canal. L'exploitation vers El-Kantara serait menée par le général Massu, commandant l'ensemble de l'opération vers le sud, mais l'avant-garde serait formée de deux bataillons et d'un régiment de chars britanniques aux ordres du général Butler. Ce compromis plaçait pratiquement le rythme de l'avance sous le contrôle britannique, car il n'y avait entre le canal et le lac Menzaleh qu'une étroite bande de terrain.

Tout paraissait maintenant réglé. Pendant la nuit, le ministre britannique de la Défense, M. Head, et le général Templer étaient venus de Londres à Chypre par avion et ils avaient vu le général Keightley et l'amiral Barjot. Ils confirmèrent l'ordre d'attaque, mais insistèrent sur la nécessité politique de réduire au minimum les pertes civiles et les destructions. En outre, ils précisèrent, ce que je n'ai su que par la suite, que *l'opération devait être limitée à la zone du canal,* donc il fallait renoncer au Caire. La fiction qui voulait que nous n'intervinssions que pour séparer Israéliens et Egyptiens nous en faisait l'obligation. L'accord que le gouvernement avait arraché à Londres n'était donc que pour une opération à objectif limité.

Le 4 novembre vers midi, j'allai à Limassol embarquer sur le *Gustave-Zédé,* qui devait être mon navire de commandement pendant le débarquement. Après tant d'hésitations et de difficultés nous avions quand même

'HOMÈRE

A peine débarqués à Port-Fouad, les parachutistes ▶ accomplissent leur mission : ils s'emparent de tous les objectifs désignés et « nettoient » la ville. Ici, une patrouille vient de débusquer des suspects après un attentat. Ils sont amenés aux centres d'interrogatoire.

E.C.A.

réussi à faire aboutir nos plans et à hâter légèrement l'opération. Avec un peu de chance, si nous n'étions pas arrêtés par des destructions sur la digue du canal avant El-Kantara, nous serions à Ismaïlia le 7 au soir.

Un véritable tour de force

Le 5 novembre au matin, naviguant vers le sud de conserve avec le *Tyne*, où était le P.C. britannique et où se trouvait mon adjoint, le général de La Boisse, on vit passer le convoi aérien portant les parachutistes français. Vers 7 h 10, un second convoi portant les jeeps et l'armement lourd fut observé. A 7 h 15, le général Butler sauta avec ses parachutistes sur le terrain de Gamil, où il fut aussitôt pris sous le feu de mortiers lourds et de chars SU-100. Tous ces renseignements me parvenaient par l'avion du général Gilles, qui dirigeait l'opération aéroportée.

A 7 h 30, le colonel Château-Jobert, avec 487 hommes du 2ᵉ R.P.C., sauta sur une étroite bande de terre au sud de Port-Saïd. C'était techniquement un véritable tour de force : la zone de saut n'avait que 300 mètres de large sur 800 mètres de long. Il avait fallu larguer très bas, à 300 m, par des avions très serrés se suivant à 50 mètres sur deux files. Les canons antiaériens égyptiens avaient été neutralisés par les avions d'appui de l'aéronavale française et aucun appareil ne fut gravement atteint. Nos parachutistes étaient accueillis au sol par des tirs de mitrailleuses et de mortiers. Là aussi, il y avait résistance. Mais à 10 h 30, Château-Jobert signala qu'il venait de prendre d'assaut l'un des ponts sur le canal de jonction, l'autre étant détruit, et il demanda un largage de renfort au sud de Port-Fouad pour le couvrir des tirs qui provenaient de la rive est du canal. Je confirmai donc au général Gilles l'ordre d'effectuer ce parachutage.

A 15 h 15, le colonel Fossey-François sauta au sud de Port-Fouad avec 506 hommes, le reste du 2ᵉ R.P.C. A 15 h 30, une compagnie s'empara des salines, le commando anéantit un détachement ennemi à la caserne de police et l'on poussa vers Port-Fouad.

A 16 h 15, Gilles signala que Château-Jobert avait pris contact par téléphone avec le colonel égyptien Hassan Rushdi, qui proposait une entrevue avec le général El-Mogy, gouverneur de Port-Saïd, en vue d'une reddition si nous arrêtions nos *straffings*. A 16 h 30, arrivèrent au P.C. de Château-Jobert le général El-Mogy ainsi que le brigadier Butler, alerté par son officier de liaison. Les Egyptiens proposaient de grouper les troupes dans les casernes et de remettre les armes. Mais il lui fallait l'aval du Caire. Ils obtinrent une suspension d'armes jusqu'à 21 h 30.

Adoptées ou proposées ?

Ces pourparlers avaient été connus simultanément au P.C. britannique sur le *Tyne*. La nouvelle avait été envoyée à Chypre et interprétée comme une reddition en règle à cause d'une phrase mal rédigée : on avait parlé des « conditions provisoires *adoptées* pour le cessez-le-feu », alors qu'il ne s'agissait que d'une proposition.

Mais à 22 h 15 parvint la nouvelle ▶



Pagès François/Paris-Match

Jean Roy, reporter de choc à *Paris-Match*, devant la jeep qu'il a prise à l'ennemi, un général égyptien. En guise d'immatriculation, le numéro de son journal : BAL 00-24. Jean Roy sera tué, sur la route d'El-Kantara, avec le grand reporter photographe américain David Seymour. Dans cette même jeep, ils avaient quitté, sans s'en rendre compte, la zone alliée, et les Égyptiens les « rafalèrent ». Jean Roy avait trente-cinq ans. Il avait baroudé un peu partout depuis le débarquement en Normandie, où il fut parachuté. Seymour était envoyé spécial de l'agence de presse « Magnum ».

au moment même où la partie semble gagnée, c'est le "Cessez-le-feu"

que, d'ordre du Caire, les termes de la capitulation avaient été repoussés. Le général Stockwell décida alors d'effectuer, le lendemain matin, le débarquement de vive force, comme prévu. Or, à cette heure, le colonel Fossey-François était en conversation avec les autorités civiles de Port-Fouad et réussissait à obtenir du chef de la police un accord pour l'occupation totale de la localité. Nos parachutistes risquaient donc, le 6, de se trouver sous le feu des canons de la flotte. La nouvelle de ce succès ne me parvint qu'à 5 heures et les tirs devaient se déclencher à 6 heures. Il fallait à tout prix l'empêcher, ce que nous réussîmes juste à temps. Les Britanniques étaient bloqués entre Gamil et Port-Saïd.

Le 1er R.E.P. à Port-Fouad

Le bilan de cette action aéroportée était vraiment considérable : avec moins de dix tués et trente blessés sur un millier de parachutistes français, on avait conquis tous nos objectifs, tué, blessé ou fait prisonniers plus de 500 Egyptiens, pris une dizaine de canons et plusieurs centaines d'armes.

A 6 heures, les canons de la flotte britannique ouvrirent le feu sur Port-Saïd, éclaboussant quelque peu nos parachutistes à Port-Fouad et à l'usine des eaux.

A ce même moment, Château-Jobert, à l'usine des eaux, était attaqué par des blindés égyptiens. L'aviation le dégagea en mitraillant et en mettant le feu à deux réservoirs de pétrole, dont la fumée va s'élever pendant deux jours sur le champ de bataille.

A 7 h 35, le 1er régiment étranger de parachutistes débarqua à Port-Fouad ; il nettoya la ville et poussa vers l'est, le long de la côte, tuant ou capturant 70 Egyptiens avec un important matériel et 6 canons antichars.

Les Britanniques avaient débarqué à 7 heures sur les plages de Port-Saïd et la résistance paraissait faible. Mais les tirs d'artillerie avaient incendié un bidonville, couvrant également la ville de fumée. A 7 h 40, un escadron de chars britannique était mis à terre dans le port de pêche. Le port n'était pas miné, mais encombré d'épaves. Le débarquement s'effectuait donc dans les meilleures conditions.

A 8 h 35, le 1er régiment étranger de parachutistes rendait compte que le consul des Etats-Unis avait pris contact avec le commandant de Port-Saïd et que celui-ci était prêt à se rendre sans condition. A 9 h 15, le P.C. de la 3e brigade de commandos britannique signala avoir reçu un général égyptien. A 9 h 55, le général Stockwell me pria de me joindre à lui pour aller à terre recevoir la reddition de la garnison.



Les chars AMX en position de rembarquement après une guerre qui fut la plus courte de l'Histoire. Elle a duré quarante heures sur le sol égyptien. On a dit qu'elle était « gagnée d'avance par l'aviation et perdue par la politique ».

E.C.A.

Tout le haut commandement de l'opération, Stockwell, l'amiral Dunford-Slater, l'air marshal Barnett et moi-même, prit place à bord d'une vedette britannique. Les Egyptiens nous attendaient — paraît-il — au bâtiment de la compagnie du canal. Aussi, sans hésitation, nous nous engageâmes dans le canal. A l'entrée, je vis des chars débarquant d'un LST ; plus loin, j'observai un char anglais qui semblait engagé dans un combat. Nous approchions du grand bâtiment néo-arabe de la compagnie du canal quand nous fûmes accueillis par une grêle de balles partant du bâtiment. Heureusement, personne ne fut atteint et nous pûmes faire demi-tour, mais, visiblement, les choses ne se présentaient pas comme elles l'auraient dû normalement.

La suite devait me le confirmer. Revenant en arrière, nous accostons au port de pêche et nous partons à la recherche du P.C. de la brigade de commandos, le long de la plage. Nous trouvons, sous un appentis, un magnifique général moustachu qui nous explique la situation : il n'y a de résistance organisée qu'en deux endroits, dont celui qui nous a accueillis si fraîchement, mais un peu partout des tireurs isolés maintiennent en ville une atmosphère d'insécurité. Le général égyptien El-Mogy nous attend au consulat d'Italie, où il avait été découvert par un char britannique qui avait, à la suite d'une erreur de manœuvre, enfoncé la porte du consulat.

Massu en pleine forme

Au consulat d'Italie, où toute la population italienne s'était entassée à même le sol, le général El-Mogy, visiblement à bout de nerfs et de fatigue, nous dit qu'il est seul et sans moyens d'action. Il est donc impossible de traiter d'un cessez-le-feu et l'on se contente de le faire prisonnier.

On revient alors à la brigade de commandos, où Stockwell veut organiser une conférence avec Massu, qu'il fait chercher par un hélicoptère. De mon côté, j'apprends par mon poste



E.C.A.

◄ **A Port-Fouad, des prisonniers égyptiens. La campagne d'Égypte a coûté à l'armée française, 12 morts et 43 blessés. Le premier Français tombé fut le sergent Blondel. Devant prendre ses vacances à Tizi-Ouzou, il s'était engagé dans les parachutistes.**

radio portatif que les chars anglais viennent de faire leur jonction au sud avec Château-Jobert. Comme on ne trouve pas Massu, je perds mon temps et je reprends ma liberté. J'emprunte la vedette des journalistes que j'avais priés de nous suivre et je pars pour Port-Fouad, où je trouve Massu très en forme mais très déçu par le débarquement amphibie du matin. Il est en liaison radio avec Château-Jobert et je presse ce dernier de pousser son mouvement vers le sud. Nous prenons ensemble une autre vedette, nous passons à distance respectueuse de la maison du canal, qui d'ailleurs flambe à ce moment-là, et nous finissons par rejoindre Château-Jobert en contournant les épaves qui jonchent le canal.

Château-Jobert, que je félicite de sa remarquable opération qui lui vaudra la cravate de la Légion d'honneur, me rend compte de la situation. Tout est calme ici. Justement, arrive à ce moment le général Butler en hélicoptère. Nous réunissons alors un petit conseil de guerre pour régler le mouvement ultérieur sur El-Kantara. Après discussion, je conviens que Butler ferait mouvement pendant la nuit et que Massu le rejoindrait le 7 au matin, ayant reçu son escadron de chars, que Stockwell venait de réquisitionner à Port-Saïd « pour protéger le P.C. de la brigade de commandos » (*sic*). Le régiment de parachutistes de Bigeard serait tenu prêt à sauter sur El-Kantara entre 7 et 8 heures, si Massu le juge nécessaire, le 1[er] R.C.P. du colonel Meyer serait prêt, par la suite, à sauter sur Ismaïlia à partir de 15 heures. Si Bigeard n'était pas employé à El-Kantara, c'est lui qui sauterait sur Suez. Tout me paraissant réglé, je quitte Massu à 18 heures et je décide de remonter à mon bord, car je n'étais plus bien en liaison avec le *Gustave-Zédé*.

Ce retour à bord fut une aventure. La mer était devenue très grosse, et le *Gustave-Zédé*, avec tous les navires de la flotte, avait été ramené à plus de dix milles de la côte.

Tous les espoirs s'écroulent

La journée me paraissait excellente. Tous nos objectifs étaient atteints. La résistance en ville était décousue, mais peu gênante. On sut plus tard qu'elle avait été organisée, dans la nuit du 5 au 6, par des appels de haut-parleurs et des distributions d'armes à la population. Le consul d'U.R.S.S. aurait été à la base de cette action. Tout n'avait pas été parfait, comme toujours à la guerre, mais, dans l'ensemble, nous étions en position d'être le lendemain à Ismaïlia.

Comme je n'avais pas mangé depuis le matin, je me mis à table pendant qu'on me montrait des télégrammes. Je négligeai un câble de l'amiral Barjot à mon avis périmé, car il se référait à la perspective d'un cessez-le-feu pour 19 heures, qui me paraissait être celle que nous avions manquée avec El-Mogy. Je donnai les ordres pour le lendemain et mangeai de bon appétit.

Vers 20 heures, un officier vint me rendre compte que la B.B.C. venait d'annoncer que les gouvernements français et anglais donnaient l'ordre de cesser le feu à 24 heures. Cette nouvelle, complètement inattendue dans les circonstances que nous traversions, m'apparut comme l'écroulement de tous nos espoirs.

Beaufre dans une rage rentrée

Ma première réaction fut de comprendre que l'on s'était rangé à la conception de l'opération limitée à Port-Saïd, que je combattais depuis le début. Mais en même temps, la B.B.C. faisait allusion à un « ultimatum » soviétique qui pouvait expliquer cette décision stupide.

Comme nous n'avions pas d'ordre officiel, il n'y avait rien à changer à nos dispositions. Mais celui-ci nous parvint à 0 h 55 et Stockwell avait donné l'ordre aux avant-gardes de pousser vers le sud de 37 kilomètres jusqu'à El-Cap, puis de s'arrêter. Un autre télégramme de Paris confirma la nouvelle mais en l'assortissant de nuances curieuses : « L'heure peut être considérée comme moins impérative pour les mouvements que pour le cessez-le-feu. »

J'étais dans une rage rentrée. J'envisageai alors la possibilité de désobéir. C'était impossible, car il eût fallu doubler la colonne de chars britanniques qui obstruait la seule route et je n'avais que trois escadrons de chars pour rejoindre le parachutage prévu sur El-Kantara, parachutage que, d'ailleurs, Barjot venait d'annuler. L'aviation aurait été bloquée par les Britanniques, nous allions à un incident interallié majeur et, surtout, j'étais dans l'ignorance complète de la situation internationale du moment.

J'appliquerais donc l'ordre reçu. Notre opération si bien conçue était finie avant que d'avoir pu commencer... H

Général BEAUFRE

"ALLER TÉLÉGUI



▲ La baie d'Alger, dans toute sa splendeur. Pour ceux qui ont « fait Suez », c'est leur dernière vision de départ et leur première vision de retour. L'Algérie les attend là et un drame que Suez aggrave.

A Alger, avant son départ pour Chypre, d'où sera lancée, le 6 novembre, l'attaque contre Nasser, le général Beaufre, qui commande l'opération du côté français, s'entretient avec le général Massu. ▶

RIEN n'aurait pu indiquer pour nous, dans la journée du 5, que l'opération serait interrompue. Le ministre Head, vu dans la nuit du 3 au 4, nous avait assuré que nous pourrions développer l'opération. Or, depuis, en lisant les journaux parisiens du 5 novembre, je me suis aperçu que tout le monde savait, à Paris, que l'opération serait très vite arrêtée (1). Mais on ne nous avait pas fait part de cette ambiance. Si nous avions su, le 5, que l'opération pourrait être arrêtée le 6, nous aurions pu aller plus vite et prendre El-Kantara. Mais, compte tenu de l'ambiance politique, il est probable que la possession de cette ville n'aurait rien changé à ce qui devait se passer par la suite.

En fait, la situation politique était devenue brusquement critique. Le 5, le maréchal Boulganine a envoyé quatre messages à Paris, à Londres, à Tel-Aviv et à Washington : « Le gouvernement soviétique est résolu à recourir à l'emploi de la force pour écraser les agresseurs et rétablir la paix en Orient. » A Londres, le message fait mention de « fusées », ce qui fait sensation. A Tel-Aviv, le message est si violent que Ben Gourion donne son accord immédiat au cessez-le-feu.

A Paris et à Londres, le message de Boulganine crée une profonde émotion. Eden et Guy Mollet demandent aux Etats-Unis d'assurer leur protection. L'ambassadeur Dillon répond à Guy Mollet : « Arrêtez votre expédition ou bien ne comptez pas sur nous. » Cette déclaration est faite dans la nuit, à l'heure même où nos troupes embarquent sur les bateaux d'assaut... Mais surtout, c'est à Londres que se déclenche une crise terrible sur la livre sterling par des manipulations américaines. Macmillan, chancelier de l'Echiquier, doit trouver en vingt-quatre heures *un milliard de dollars !* Il se tourne vers Eisenhower, qui donne pour condition l'arrêt des opérations dans les douze heures qui suivront.

C'est alors qu'Eden, qui est d'ailleurs malade, décide unilatéralement d'accepter le cessez-le-feu. Guy Mollet ne peut obtenir qu'un report de 17 à 24 heures.

Le sort en était jeté. La mauvaise préparation politique de l'opération la vouait à un échec complet.

Chypre, base arrière

Le cessez-le-feu créait une situation imprévue à laquelle nous devions nous adapter. Il fallait arrêter l'afflux du matériel et du personnel et s'organiser pour vivre avec des effectifs restreints.

Quelle était notre mission ? Nous convenons, Stockwell et moi, qu'il faut prévoir trois éventualités : rester et pouvoir se défendre, rembarquer dans un délai réduit, répondre par une attaque à des provocations égyptiennes possibles. Cette troisième éventualité commandait de conserver à Port-Saïd-Port-Fouad une force blindée et motorisée suffisante, ainsi que des réserves de munitions et de carburants, et de maintenir à Chypre notre réserve de parachutistes avec nos forces aériennes.

C'était donc — une fois de plus — un nouveau plan, rendu très difficile par le chargement des navires, conçu sur des bases différentes. De plus, nos unités n'avaient ni cuisines, ni vêtements de rechange, ni comptables, ceux-ci venant dans des convois ultérieurs. Il fallait le plus souvent aller chercher dans les cales ce qui nous était nécessaire, non sans avoir à décharger et à recharger ce qui était dessus ! Après quelques à-coups inévitables, mon état-major, grâce, en particulier, au travail remarquable de mon 4e bureau, dirigé par le colonel Leroy, réussit à résoudre tous les problèmes. Le 21 novembre, j'avais à terre 8 000 hommes, 2 000 véhicules, 4 000 tonnes d'approvisionnements.

Il avait fallu également organiser l'administration et la police du pays occupé. Les Egyptiens avaient fait de larges destructions. Il n'y avait plus ni eau ni électricité, toutes les boutiques étaient closes. Il fallait rendre vie à ces importantes agglomérations.

En outre, en première urgence, il fallait rétablir l'ordre. En zone française, ce fut une tâche facile grâce à l'accord réalisé avec la police par le colonel Fossey-François dès le parachutage. Toutes les maisons avaient été fouillées, les armes enlevées et les suspects arrêtés. La police égyptienne avait gardé ses armes et les boutiques s'étaient rouvertes. Dès

(1) Une décision de l'Assemblée générale de l'O.N.U. en faisait obligation.

ET RETOUR" : OPÉRATION ÉE PAR LES "2 GRANDS"

qu'un incident mineur se produisait, la sanction était immédiate. En l'absence de pouvoir judiciaire, j'avais décidé que les « résistants », conformément à la convention de Genève, seraient traités en prisonniers de guerre et menacés de renvoi en France. De ce fait, l'atmosphère à Port-Fouad redevint rapidement normale et même cordiale, malgré la radio du Caire.

Une sorte de guérilla

A Port-Saïd — qui était en zone britannique —, il en était tout autrement. Sur directives de Londres, sans doute, l'attitude de l'autorité militaire à l'égard des civils fut très hésitante, ce qui devait conduire peu à peu à une situation de révolte ouverte. Le 7, les coups de feu isolés avaient cessé, mais les Britanniques n'entreprirent pas le nettoyage méthodique de la ville, laissant ainsi en place des officiers camouflés et de nombreuses armes. Ils comptaient sur la collaboration du colonel Rushdi, le chef de la police, qui, après quelques fausses promesses, se réfugia dans la clandestinité et devint le chef de la résistance.

A plusieurs reprises, le général Stockwell envisagea une opération de nettoyage pour laquelle je lui prêterais un régiment — mais il ne passa jamais à l'action. Au contraire, l'arrivée du premier contingent de l'O.N.U. et de 700 policiers égyptiens de renfort obtenus du Caire (!) amena des manifestations collectives assez graves, puis une sorte de guérilla urbaine. Après une journée d'émeutes, les Britanniques décidèrent d'évacuer une grande partie de la ville et de se couvrir dans un périmètre restreint par des barbelés. Les incidents cessèrent alors complètement, mais la face était perdue et la partie de la ville évacuée par les Britanniques était devenue très dangereuse.

Une bouffée d'oxygène

De mon côté, mes préoccupations portaient sur le moral de mes cadres, terriblement atteint par notre échec, qu'ils ne s'expliquaient pas. Prenant le taureau par les cornes, je les réunis tous dans un cinéma de Port-Fouad et leur expliquai comment les événements s'étaient déroulés. Ils me comprirent alors suffisamment pour que la discipline ne fût à aucun moment atteinte. Mais le traumatisme était trop grave pour être oublié. On en ressentirait les profondes conséquences plus tard.

Comme une bouffée d'oxygène de ce ▶





après leur victoire les Français refusent de rembarquer la nuit comme les Britanniques

◀ En rade de Limassol, à Chypre, le général Keightley, commandant en chef du corps expéditionnaire franco-britannique, et l'amiral Barjot, commandant au sommet le corps expéditionnaire français, vont monter à bord du *Georges-Leygues*, une de nos unités.

Les dernières journées précédant l'offensive ▶ contre l'Égypte s'écoulèrent dans une atmosphère de fièvre. Les troupes françaises et britanniques affluaient vers Chypre. Une large flotte d'intervention se rassemblait autour de l'île, dont les aérodromes grouillaient d'avions.

E.C.A

point de vue, nous parvint, le 21 novembre, l'ordre de préparer une opération offensive. Cette décision correspondait à un moment de tension dans les pourparlers à l'O.N.U. On travailla donc d'arrache-pied à préparer un nouveau plan qui devrait nous permettre d'occuper le canal jusqu'à Suez en une journée. Le 24, tout était prêt, mais, en même temps, nous apprîmes que notre rapatriement était décidé. Nous avions monté des ponts pour pouvoir pousser sur la rive gauche du canal et pour franchir le canal à El-Kantara ! C'était la fin de tous nos rêves...

Les couleurs de l'O.N.U. sont hissées

Nous avions espéré que nous serions relevés par les « casques bleus », qui occuperaient la zone du canal, solution qui, jusqu'à un certain point, justifierait notre opération. Il nous fallut déchanter. Le général canadien Burns, chef des « casques bleus », nous déclara à son arrivée qu'il agissait au nom de Nasser et sur sa demande, qu'il relèverait nos troupes, puis qu'il évacuerait la zone du canal. C'est cette position absurde, voulue par la politique hostile d'Hammarskjöld, qui devait, en 1967, permettre à Nasser d'exiger le départ des « casques bleus » qui le couvraient face à Israël et qui aura été le signal de l'attaque dans la guerre de Six Jours, dont les conséquences durent encore...

J'essayai comme je pus de masquer cette perte de prestige qu'on voulait nous imposer par un départ monté avec quelque solennité.

La détermination de la date de départ donna lieu à de nombreuses discussions. Paris me télégraphiait de retarder au maximum. Les Britanniques étaient pressés et voulaient partir le 18 décembre. D'autre part, sans me prévenir, les Britanniques avaient consenti à rendre les prisonniers égyptiens en échange des gardiens britanniques de leurs dépôts dans la zone du canal. Or j'avais déjà fait partir les miens sur le *Pasteur,* qu'il fallut rappeler en mer ! Enfin, on se mit d'accord sur la date du 22 décembre.

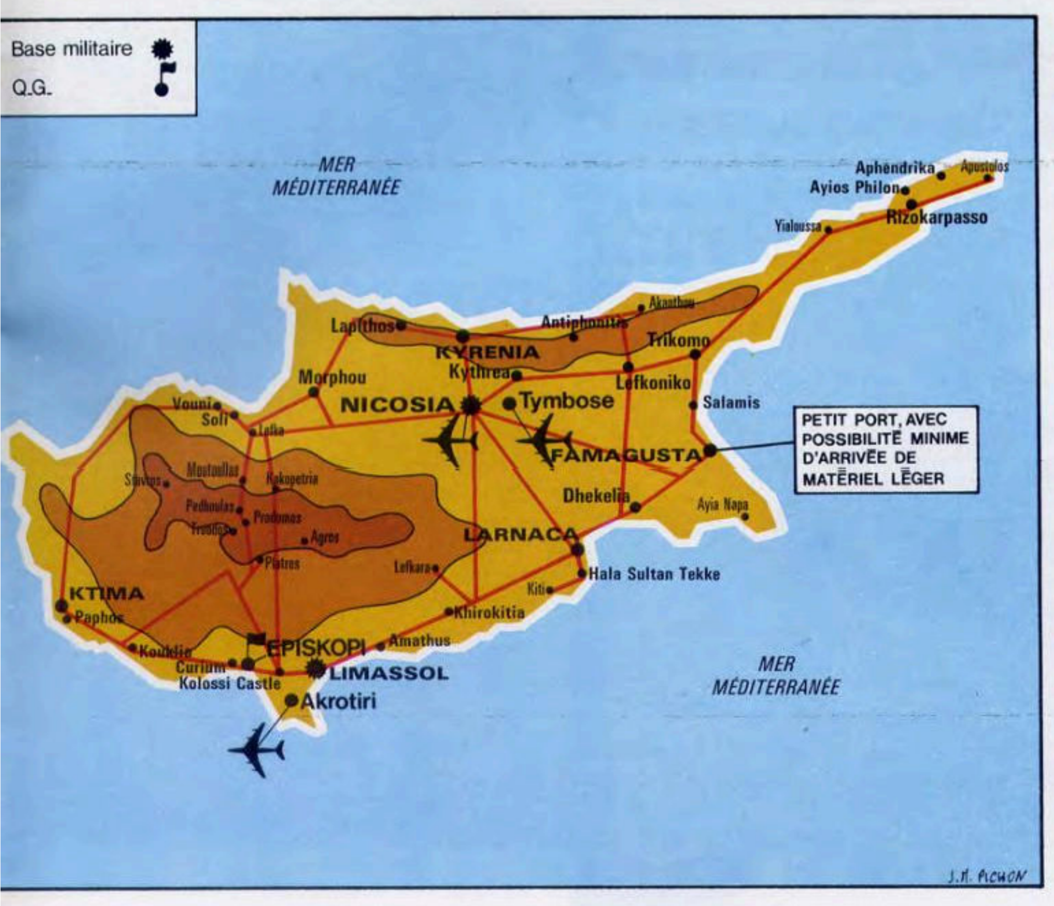
Mais les Britanniques voulaient partir de nuit, craignant des tirs d'isolés embusqués sur les toits et même des tirs de mortiers partant de la portion de la ville qu'ils ne contrôlaient pas. En fait, d'ailleurs, c'est ce qui allait se produire.

De mon côté, au contraire, je voulais partir de jour avec le maximum de dignité et même de fierté. C'était nécessaire pour le moral de mes troupes et aussi pour le prestige français en Egypte. Devant ma position inébranlable, le général Stockwell finit par admettre que nous partirions de jour et que les Britanniques partiraient la nuit suivante. Enfin, bien que sachant que c'était une comédie, je réglai les cérémonies de départ comme une véritable relève par les soldats de l'O.N.U.

Le 22, à 11 heures, sur le bord du canal, au centre de la ville, nous hissâmes les couleurs de l'O.N.U. en présence de détachements norvégien, colombien et français. Toute la population était sur les terrasses pour nous regarder d'une façon presque sympathique, dirai-je. Il n'y eut à aucun moment l'ombre d'un incident. Je traversai ensuite la ville à pied avec mon état-major pour gagner un boulevard où allaient défiler magnifiquement le 2ᵉ régiment colonial de parachutistes du colonel Château-Jobert, qui avait sauté le 5 novembre,

E.C.A







Le boulevard Front-de-Mer, à Larnaca, ville de Chypre.

Chypre. Le square Metaxas, à Nicosie, capitale de l'île.



Photos Ambassade de Chypre

suivi d'un détachement de la marine et de l'escadron de chars du 1er régiment étranger de parachutistes. Les troupes de l'O.N.U. rendaient les honneurs.

Enfin, à 16 heures, la ville étant complètement évacuée, une dernière cérémonie symbolique, celle-là purement française, marquait les honneurs rendus au drapeau du 2e R.P.C. qui rembarquait à bord d'un LCT.

Allant ensuite saluer le général Stockwell, l'amiral Dunford-Slater et l'air marshal Barnett à leur bord du *Tyne*, nous eûmes une entrevue à la fois cordiale et émue. Malgré les difficultés, d'ailleurs inévitables, qui s'étaient élevées entre nous, cette collaboration de quatre mois avait créé les liens d'une sympathie réciproque. Un détachement de marins en grande tenue et une musique rendaient les honneurs.

Puis je remontai à mon bord, le *Claude-Bernard* cette fois, avec tout mon état-major. La nuit tombée, nous commençâmes à sortir du port. A ce moment, qui correspondait à l'évacuation de la ville par les Britanniques, Port-Saïd, resté calme toute la journée, se souleva brusquement, malgré la présence des troupes de l'O.N.U. De toutes les terrasses partit une fusillade désordonnée dans laquelle les balles traçantes des mitrailleuses lourdes dessinaient dans le ciel une sorte de feu d'artifice. Le tir, trop long ou trop court, ne nous gêna à aucun moment, tandis ▶

◀ Parachutistes du 2e R.C.P., basé à Chypre, avant de sauter sur Port-Fouad. Séance d'« information » devant une carte d'Égypte. Mais en fait, aucun homme ne connaît encore l'objectif.



E.C.A.

Chypre. Le camp ▶ Michel-Legrand, du 2e R.C.P. Alignées sagement, les guitounes des paras, comme au Moyen Age. Cette guerre-là sera la plus courte : un peu moins de deux jours.

au passage du Claude-Bernard, la musique du Georges-Leygues joue "Sambre et Meuse"



◀ Le *Tyne*, de la flotte britannique, P.C. des Anglais. Les états-majors étaient combinés. Les Anglais fournirent 50 000 hommes. Les Français 30 000.

E.C.A.



Le canal. ▶ Ferdinand de Lesseps le fit percer en 1869. Au loin, une colonne commémorative perpétue la mémoire du diplomate.

Corpel/Afrique photo





6 novembre 1956, ▶ les paras de Château-Jobert ont sauté sur Port-Saïd. Un exploit, la zone d'atterrissage étant extraordinairement réduite et le feu des Égyptiens nourri. « Conan » y gagnera sa « cravate ».

E.C.A.



◀ Débarquement à Port-Fouad. Au sud de Port-Fouad, Fossey-François sera parachuté avec ses hommes. Une caserne de *fidayin* égyptiens (volontaires de la mort) attend les paras coloniaux. Mais le capitaine Lebeurrier et 50 hommes les en délogeront.

E.C.A.

que les navires, toutes lumières allumées, sortaient de l'avant-port.

Lorsque le *Claude-Bernard* doubla le croiseur *Georges-Leygues*, qui était le vaisseau amiral, l'amiral Lancelot nous fit la surprise de nous rendre les honneurs, tout l'équipage à la bande, la musique jouant *Sambre et Meuse* et l'amiral saluant sur la passerelle, éclairée par un projecteur.

Ainsi, grâce à ces cérémonies très dignes et très émouvantes, notre départ marquait le caractère volontaire de l'évacuation, mais donnait aussi à notre opération inachevée et décevante le style qui convenait à une armée sûre de sa force et qui n'avait aucune responsabilité dans l'échec final.

Comme on a pu voir par ce récit, l'affaire de Suez a été particulièrement compliquée. Du point de vue politique, la situation était telle qu'elle avait peu de chances de réussir : l'hostilité des Américains et des Soviétiques, l'hésitation constante des Britanniques, ne pouvaient compenser la résolution incontestable des Français et des Israéliens. Une opération militaire limitée n'a de chances de réussite que si elle s'effectue dans un cadre politique favorable. L'erreur de base a été, du côté français, de croire qu'une opération militaire permettrait de résoudre le problème politique. C'est l'inverse qui était vrai.

D'autre part, pour que cette opération militaire pût avoir une chance de réussir, il eût fallu qu'elle eût été déclenchée assez tôt et que son déroulement eût été rapide, afin de créer une sorte de « fait accompli », comme firent les Israé-

liens à la guerre de Six Jours, en 1967. Or, en nous enchaînant aux Britanniques par un système de commandement incroyablement intégré, en acceptant inconsidérément la phase « aéropsychologique », en n'exigeant pas la préparation du plan A par la mise en place préalable des moyens nécessaires à Chypre, on se condamnait à un déclenchement lent et à une opération tardive qui ne pouvait qu'être arrêtée dans son développement. Enfin, en choisissant de débarquer les 5 et 6 novembre, en pleine élection présidentielle américaine, on risquait — on l'a bien vu — d'obliger Eisenhower à des réactions très vives qui ont contraint à arrêter l'opération.

Il s'en est fallu de quarante-huit heures

Malgré toutes ces erreurs et ces difficultés, l'opération cependant faillit réussir. Il s'en est fallu de quarante-huit heures. Or, ces quarante-huit heures, nous aurions pu facilement les gagner. D'abord, il n'aurait pas fallu changer de plan, d'Alexandrie à Port-Saïd, quinze jours avant la première date de débarquement envisagée. Mais si l'on voulait attaquer le canal, *il fallait le faire par surprise,* pour éviter les destructions et obstructions que les Egyptiens allaient y accumuler. C'était possible grâce à Chypre, si l'on avait joué le plan A. Nous pouvions alors opérer le 27 octobre, en même temps que les Israéliens. C'eût été un succès complet en employant des parachutistes appuyés d'hélicoptères qu'eût pu nous fournir le *Dixmude*... et que l'on réservera à l'Algérie.

Mais même dans le cadre du plan « Mousquetaire révisé », plan B, nous pouvions encore avancer la date du débarquement au 1er novembre, en chargeant les navires dès la décision des 16-18 octobre. Or, à ce moment, *le canal était encore intact,* et la progression en direction de Suez en eût été facilitée. Ce sont les scrupules — inutiles — des Britanniques qui empêchèrent cette solution. Nos chances de succès, le 1er novembre, étaient considérables et nous auraient permis de réaliser le « fait accompli » que beaucoup souhaitaient en Amérique et que même les Soviétiques auraient admis (Khrouchtchev aurait dit : « Je leur ai cependant laissé une semaine »). Ces erreurs de rythme ont été décisives. La faute en est aux échelons politiques qui ont imposé ou accepté ces solutions erronées.

On peut se demander aujourd'hui ce qui se serait passé si l'expédition de Suez avait réussi.

Gouverner, c'est prévoir !

J'ai toujours pensé que deux solutions étaient possibles : ou bien l'Egypte s'effondrait et changeait de gouvernement, ou bien nous retrouvions là-bas une guérilla semblable à celle que nous combattions en Algérie. Dans les deux cas, l'impression dans le monde arabe eût été considérable, comme on put le constater en Algérie, dès la nouvelle du débarquement, et à Beyrouth, où les portraits de Nasser disparurent comme par enchantement. Même en cas de guérilla en Egypte, ▶


E.C.A.

◄ Le 2e régiment de parachutistes coloniaux est largué au-dessus de Port-Saïd. Objectif : le pont jumelé, rail-route, au sud de la ville, ouvrant la route de Suez. Ce pont franchit le canal de jonction unissant le canal de Suez au lac Menzaleh. L'opération sera une victoire.



Port-Fouad. Les Anglais et les Français débarquent. Les Égyptiens ne leur opposeront qu'une faible résistance. Port-Fouad sera pris par 500 hommes, sans qu'un coup de canon ait été tiré par les forces de l'armée égyptienne.

E.C.A.

"1940, l'Indochine, l'Algérie, Suez, portent une malédiction, celle du fatal : "trop tard !"

ce succès aurait servi d'abcès de fixation et probablement l'Algérie aurait bénéficié d'un certain répit.

Qu'aurions-nous fait de ce répit ? Aurions-nous su profiter de l'occasion pour faire en Algérie les réformes qui s'imposaient et prévoir les étapes qui auraient pu éviter le fatal aboutissement de notre aventure nord-africaine ? Au contraire, aurions-nous tenté de maintenir en Algérie les formules désormais condamnées ?

On ne refait pas l'Histoire. Mais dans le cas de Suez, nous intervenions très tard pour résoudre des problèmes que nous avions laissés s'accumuler en Algérie depuis 1935-1936 et qui avaient provoqué la révolte du Constantinois en 1945 et les crises de Tunisie et du Maroc après Dien Bien Phu. Notre sursaut, en 1956, en Algérie et à Suez était bien tardif. Or l'Histoire enseigne que l'on ne peut agir sur elle qu'en s'y prenant très tôt, au moment où les fatalités ne sont pas encore en marche.

Gouverner, c'est prévoir.

1940, l'Indochine, l'Algérie, Suez sont tous marqués du sceau de la malédiction du fatal « trop tard » ! H

Général BEAUFRE

CHRONOLOGIE Novembre 1956

FRANCE

1er : les travailleurs manifestent leur solidarité avec les insurgés hongrois.
7 : manifestation anticommuniste à l'Étoile et rue de Châteaudun, contre-manifestation communiste place de la République.
19 : une fraction du parti socialiste opposée à la politique de Guy Mollet.
27 : mise en place d'un système de rationnement de l'essence.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

1er : loi martiale en Égypte et mise sous séquestre des biens français et britanniques.
Les troupes syro-irakiennes entrent en Jordanie.
3 : prise de Gaza et occupation d'une partie du Sinaï par les Israéliens. Le blocus du port d'Elath est brisé.
5-6 : parachutages et débarquements franco-britanniques à Suez.
5 : sabotages des stations de pompage et des pipe-lines de l'Iraq Petroleum Cº.
6 : rupture des relations diplomatiques de l'Arabie Saoudite avec la France et la Grande-Bretagne et suspension des livraisons de pétrole par l'ARAMCO.
6 : cessez-le-feu en Égypte.
12 : admission du Maroc et de la Tunisie à l'O.N.U.
13 : le général Salan, commandant en chef en Algérie.
15 : la question algérienne à l'ordre du jour des Nations unies.
21 : envoi d'une force internationale des Nations unies en Égypte.
26 : proposition Bourguiba pour un cessez-le-feu en Algérie.

AMÉRIQUE

2 : l'O.N.U. demande un cessez-le-feu immédiat en Égypte.
Suspension des livraisons d'armes américaines à Israël et à l'Égypte.
6 : réélection du président Eisenhower avec 57,37 % des suffrages.
7 : Eisenhower demande le retrait des troupes israéliennes d'Égypte.

ASIE

1er : le gouvernement chinois approuve la lutte pour l'indépendance des peuples hongrois et polonais.
12 : conférence des pays du pacte de Colombo.
28 : Chou En Lai en visite à New Delhi.

EUROPE

1er : la Hongrie proclame sa neutralité et son retrait du pacte de Varsovie.
3 : formation d'un gouvernement hongrois d'union nationale.
4 : entrée de l'armée soviétique en Hongrie et répression du mouvement populaire : 25 000 morts, 150 000 personnes choisissent l'exil. Destitution d'Imre Nagy, formation du gouvernement Kadar.
5 : ultimatum soviétique à la France, à la Grande-Bretagne et à Israël, contre leur intervention en Égypte.
6 : proposition suisse de conférence à six pour la sauvegarde de la paix.
11 : à Pula, le maréchal Tito critique violemment l'ingérence soviétique en Hongrie et en Pologne.
12 : le gouvernement Kadar refuse l'envoi d'observateurs des Nations unies en Hongrie.
13 : démission du maréchal Rokossovski en Pologne.
18 : accord soviéto-polonais sur le stationnement de l'armée Rouge en Pologne.
19 : arrestation de Milovan Djilas en Yougoslavie.
22 : Imre Nagy, le général Maleter et quarante-huit personnalités hongroises enlevées par les Soviétiques.

LA SEMAINE PROCHAINE



Sommaire du nº 221 :

- **Lorillot-Salan**

Au moment où les moyens qu'il avait demandés vainement pendant des mois commencent à arriver, le général Lorillot quitte l'Algérie pour être remplacé par le général Salan. Qui était ce chef au masque mystérieux, qui s'était battu sur tous les champs de bataille d'Europe pendant la seconde guerre mondiale, avait affronté le Viet-Minh durant des années, allait être l'objet d'un complot quelques semaines après son arrivée?

- **L'assassinat de Froger**

Il fallait tuer une personnalité française représentative de l'Algérie. Cinq noms sont retenus, un est désigné : Amédée Froger. Le F.L.N. donnera l'ordre de l'assassiner; Ali la Pointe s'en chargera.

- **L'enterrement de Froger**

Pour la population européenne d'Algérie, il n'était pas possible d'accepter passivement l'assassinat d'un de ses représentants les plus éminents. L'immense foule qui l'accompagne au cimetière de Saint-Eugène se déchaînera des heures durant... Pouvait-il en être autrement?

- **L'Aletti et le Saint-George**

Mieux que deux hôtels, deux cafés ou deux restaurants, l'Aletti et le Saint-George étaient chacun un lieu de rencontre, une ville dans la ville. Il était absolument nécessaire, lorsqu'on passait à Alger, à côté des monuments, des musées à visiter, de se rendre à l'Aletti et au Saint-George.

- **Les zouaves**

Dans toute l'histoire militaire mondiale, il n'existe pas un exemple comparable à la réputation que surent se tailler les zouaves et que provoquèrent leurs exploits.

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris. Dépôt légal 1er trim. 1972. — Nº d'imp. C. 70. Librairie Jules Tallandier, Paris Nº 2040.
Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL.
Nº 220 - 20 mars 1972.

PAGE 4 :

LOTERIE NATIONALE

RESULTATS DU TIRAGE DE LA TRANCHE SPECIALE DU PRIX DE L'ARC DE TRIOMPHE

BACCALAURÉAT

LISTE DES CANDIDATS ADMISSIBLES

Echo-soir

DIMANCHE 7 OCTOBRE — PRIX : 15 FRANCS — N. D. 2.393

SUEZ : l'idée d'une solution négociée domine

NATIONS-UNIES, N.Y., 7 octobre.

LE grand débat sur l'affaire de Suez au Conseil de Sécurité des Nations-Unies marque un temps d'arrêt. Après la « journée occidentale », au cours de laquelle les thèses identiques de la France et de la Grande-Bretagne ont été exposées en détail et ont reçu l'appui bref, mais net, des Etats-Unis, on attend la reprise de la discussion qui permettra à la partie adverse de faire connaître son attitude.

M. Mahmoud Fawzi doit, lundi matin, prononcer son discours. Les Français et les Britanniques ont regretté dans leurs allocutions de vendredi, que l'Egypte n'ait fourni jusqu'à présent aucune précision sur ses idées et se soit bornée à rejeter tout ce qui lui était soumis. Ils comptent donc sur le ministre des Affaires étrangères égyptien pour fournir quelques éclaircissements.

M. Dimitri Chepilov prendra vraisemblablement la parole lundi. Enfin, M. John Foster Dulles répondra pour l'Occident avant que le Conseil de Sécurité ne ferme ses portes à la publicité et ne se transforme de tribune publique en véritable conférence internationale sur Suez, mettant pour la première fois face à face les représentants des deux parties.

La pause du week-end permet de réfléchir, et c'est l'idée de la solution négociée qui domine tous les esprits.

Il est impossible, avant de connaître officiellement la position égyptienne, d'évaluer les chances de succès des tentatives faites en coulisse pour renouer les fils et, si possible, amorcer la conversation.

SUITE PAGE 2 (A)

HIER SOIR



Audacieux raid terroriste en plein centre de Bône

A bord d'un taxi volé, trois Musulmans mitraillent la foule dans les rues

3 morts (dont 2 femmes)

24 blessés (dont 6 femmes et 3 enfants)

BONE, 7 OCTOBRE.

Un commando terroriste a lancé hier soir, au cœur de la ville de Bône, un des raids les plus audacieux qu'on ait enregistrés jusqu'à ce jour.

Cet attentat a été commis un peu après 18 heures, au moment où les artères de la ville nouvelle connaissent une grande affluence.

Les terroristes avaient pris place dans un taxi, une traction-avant, qui a réussi à échapper à ses poursuivants pour n'être retrouvé qu'au début de la nuit, abandonné à 3 kilomètres de la ville sur la route de Bugeaud.

Ce taxi avait été loué, Cours Bertagna, par deux Musulmanes et un Musulman qui demandèrent au chauffeur de les conduire dans le quartier de la Choumarelle.

Arrivés à destination, les deux femmes descendirent. Trois hommes surgirent alors qui, sous la menace d'un pistolet, obligèrent le chauffeur à prendre place à l'arrière du véhicule.

Un des hommes s'installa au volant et, rebroussant chemin, revint vers la ville. La voiture passa devant la cathédrale, puis suivit l'allée la plus fréquentée du Cours Bertagna. A la hauteur de la Brasserie de la Paix, elle ralentit son allure. Les terroristes qui avaient pris place à bord, ouvrirent alors le feu à la mitraillette sur les consommateurs qui étaient paisiblement installés à la terrasse. Une femme, Mme Marlène Allouche s'écroula mortellement atteinte, tandis que plusieurs personnes étaient blessées. Les rafales provoquèrent un affolement indescriptible.

Cependant, le taxi poursuivait sa route. Il descendait vers le port, Quai Warnier et tourna rue Thiers. Des rafales crépitèrent à nouveau. M. Messini Marco, entrepreneur de transports à Constantine fut tué et un autre passant blessé.

Un peu plus loin, une nouvelle rafale faucha une femme, Mme Jeanne Camilleri.

Le taxi, à toute allure, dépassa la préfecture et prit la route de Bugeaud où l'on devait le retrouver un peu plus tard.

SUITE PAGE 2 (B)

Tireurs d'élite rebelles camouflés — Tireurs d'élite rebelles — Ruée des commandos rebelles — Oued à sec — Piste d'El Rhicha — Véhicule — Emplacement des banquettes de tir rebelles — Armes automatiques des rebelles — Piste — Véhicule — Vers Géryville

Pris sous le feu convergent des hors-la-loi, les jeunes soldats se sont battus pendant 11 heures à cet endroit, lançant de nombreuses contre-attaques sur les postes tenus par les rebelles qui eurent 46 morts.



Page 8 : « Feria » hier à Oran avec l'arrivée de DOMINGUIN

L'as de l'aviation de chasse, le commandant-député Clostermann, qui avait déjà participé avec son escadrille de « Broussard » à l'affaire de Cassaigne, photographié au P.C. du général Vidal.

A ALGER

Attentat manqué contre le général de parachutistes Massu

Alger, 7 octobre. — Le général de parachutistes Massu a échappé hier matin à un attentat, alors qu'il traversait le quartier Beau Fraisier entre Alger et la Bouzaréah.

Un terroriste, armé d'une mitraillette a tenté d'ouvrir le feu au passage de sa voiture. Mais l'arme s'enraya, et l'agresseur fut rapidement rejoint et arrêté.

∴

Youssef et Latrech Ataï, les deux chefs du réseau terroriste de Bône responsables de nombreux attentats en particulier de celui contre le colonel Bigeard, ont tenté de s'évader dans la nuit de vendredi à samedi, en agressant leurs gardiens.

Ceux-ci ont fait usage de leurs armes, les tuant sur le coup.

HIER SOIR RUE DES JARDINS A ORAN

UNE TERRASSE (SUR LAQUELLE UNE NOCE PRENAIT L'APERITIF) S'EFFONDRE

12 BLESSÉS

Hier après-midi, le mariage célébré entre M. Ezas et Mlle Gabay se déroulait dans la joie, selon la meilleure coutume. Mais vers 20 h. 15, un tragique accident allait mettre fin brusquement à la joie pour faire place à la douleur.

C'était l'heure de l'apéritif. Plusieurs personnes, femmes et enfants principalement au milieu desquels se trouvait un seul homme, avaient installé leurs chaises en demi-cercle sur la terrasse de l'immeuble qu'habitent la famille Gabay au numéro 44 de la rue des Jardins.

On parlait et on riait autour d'une table chargée de boissons et de friandises. Dans un angle de la terrasse se trouvait une gerbe de fleurs de la noce. Il faisait bon sur



Cette photo émouvante par la présence, dans un angle, de la corbeille de mariée, montre l'ampleur de l'effondrement.

cette terrasse située à hauteur d'un troisième étage.

Mais soudain, le carrelage plie, se dérobe et s'ouvre dans un sinistre craquement sous les pieds des invités qui sont précipités dans l'appartement du dessous situé au deuxième étage.

A travers la poussière montent des cris et des pleurs de femmes et d'enfants qui ont mal ou qui ont peur. Très vite, on dégageait 12 blessés dont deux graves qui furent immédiatement transportés à l'hôpital civil par les ambulances municipales.

Nous croyons savoir que la solidité de cet immeuble avait déjà été l'objet de doutes justifiés, mais comme il arrive trop souvent, on remettait toujours à plus tard un examen sérieux ou les réparations qui s'imposaient.

Voici la liste des personnes hospitalisées, les autres ayant déjà rejoint leur domicile :

— Reine Dahan, 54 ans, 46 rue de la Révolution; Marcel Achar, 32 ans, 29 boulevard Clemenceau; Meyer Damien, 40 ans, 46 rue de la Révolution; Huguette Abaine, 25 ans, même adresse; Henri Damien, 4 ans, même adresse; Orchidée Spartes, 4 ans, 3 rue Schneider; Lydia Aaron, 25 ans, 29 rue Pégaud.





Une foule délirante a envahi, hier, La Sénia, lors de l'arrivée de l'idole des arènes Luis Miguel Dominguin. Franchissant tous les barrages de police, escaladant les barrières elle a happé le prestigieux torero dès sa descente d'avion hurlant sa joie et son admiration. C'était à qui toucherait le beau Luis, à qui lui serrerait la main. Et, splendide sous un air modeste, le matador pour qui ont battu tant de cœurs féminins célèbres, souriait, dans son cortège royal qui avançait parmi la foule indisciplinée, mais fervente.

Nos lecteurs trouveront en page 8 un reportage illustré sur l'arrivée à Oran du plus populaire et du plus élégant des toreros.

Comment nos soldats ont fait « éclater » la bande rebelle qui préparait l'attaque d'Aflou

(De notre envoyé spécial Léo PALACIO)

Aflou n'est qu'un gîte d'étape sur la route d'Oran à Gardhaïa par Laghouat, en même temps qu'un centre artisanal où se tissent des tapis rustiques. Aux alentours c'est la steppe à perte de vue, parsemée de touffes d'alfa et de rares graminées qui, au printemps, servent de pâturages aux chameaux; des thérébinthes et des thuyas s'accrochent au relief du djebel Amour. Au Sud, les points culminants sont le djebel el Merkeb (1.339 m.) et le Kef Mimouna (1.419 m.). Dans leur argot si pittoresque, les militaires disent :

— C'est un bled cochon. »

Cela signifie que les lieux d'embuscade y sont nombreux, que les pistes sont rares et épouvantables et qu'il ne fait pas bon « crapahuter » dans le djebel.

C'est ce « pays cochon » que les bandes rebelles du chef Si Abdallah avaient choisi pour déclencher un raid-éclair sur Aflou. Peut-être bien dans l'intention d'affirmer leur autorité auprès des Musulmans qui constituent l'immense majorité des habitants de cette grosse bourgade des Hauts-Plateaux. Mais surtout pour assiéger le camp d'hébergement où sont concentrés des dizaines de chefs occultes de la rébellion et libérer ses pensionnaires.

A cet effet, les bandes implantées dans le djebel Amour, renforcées par des éléments venus de toute le Sud-Oranais et de la région Laghouat, approvisionnées en armes et en munitions par les caravanes, s'étaient constituées en deux compagnies de 100 hommes chacune et deux autres de 60, appuyées par des commandos et des ravitailleurs et guides recrutés dans les environs. En tout 320 hors-la-loi environ, persuadés que le pain était sur la planche à portée de leurs mains et décidés à tout. En prévision de l'attaque, d'importants dépôts de vivres et de munitions, et même une infirmerie de campagne avaient été aménagés dans les infractuosités de la montagne.

Cependant la 4ème D.I.M., qui a la charge du secteur vint à

Suite page 2 : **Le combat contre la bande rebelle d'Aflou**



ENTRE NOUS

— Je vous affirme, m'écrit un correspondant occasionnel qu'il y a, en ce moment des agents de l'Etat — y compris des dactylos — qui touchent l'indemnité de zone opérationnelle, alors qu'ils travaillent dans des bureaux à Oran, en toute tranquillité et en toute sécurité ».

Cette affirmation, si elle était exacte, ne serait pas faite pour surprendre tous ceux qui connaissent les méthodes administratives.

Le gaspillage des deniers publics n'est pas encore inclus dans les textes officiels. Il n'en existe pas moins et il est la cause maîtresse des charges de plus en plus lourdes.

Marcel AUBIAY.

(SUITE PAGE 2 : ENTRE NOUS)

Depuis des semaines, les états-majors franco-britanniques préparent les opérations de débarquement en Égypte. Le secret est cependant parfaitement conservé. Les journalistes sont encore convaincus que l'intervention des Nations unies et peut-être des États-Unis permettra de trouver une solution négociée pour résoudre les problèmes posés par la nationalisation du canal de Suez.